

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
25 octobre 2018
Français
Original : anglais

**Comité du Conseil de sécurité créé
par la résolution 1540 (2004)****Note verbale datée du 20 octobre 2018, adressée au Président
du Comité par la Mission permanente de la Hongrie auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la Hongrie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le rapport de la République de Hongrie sur l'application de la résolution 1540 (2004) (voir annexe).



**Annexe de la note verbale datée du 20 octobre 2018 adressée
au Président du Comité par la Mission permanente de la Hongrie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Rapport de la Hongrie sur l'application de la résolution
1540 (2004) du Conseil de sécurité**

L'adoption à l'unanimité de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, le 28 avril 2004, a été un événement historique. Pour la première fois, en effet, le Conseil adoptait une résolution ciblée sur la menace que représente pour la paix et la sécurité internationales la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, notamment aux mains d'acteurs non étatiques. Par sa résolution 1977 (2011), le Conseil a décidé de proroger pour une durée de 10 ans, jusqu'au 25 avril 2021, le mandat du Comité créé par la résolution 1540.

La Hongrie a déjà pris un certain nombre de mesures législatives et exécutives qui garantissent l'application des dispositions de la résolution 1540 (2004). Elle revoit ses politiques en permanence afin de déterminer quelles autres mesures il pourrait être nécessaire de prendre à l'avenir. Elle appuie par ailleurs sans réserve le travail qu'accomplit le Comité pour parvenir à l'application universelle de cette résolution, notamment en dispensant selon qu'il convient une aide et des conseils à d'autres États.

Le rapport de l'Union européenne, qui a été transmis séparément au Comité, porte sur les compétences et les activités de l'Union et de la Communauté européenne au regard de la résolution 1540 (2004). Il doit être lu conjointement avec le présent rapport.

Mesures législatives

La Hongrie dispose d'un vaste ensemble de mesures législatives visant à empêcher la prolifération et l'utilisation d'armes de destruction massive, notamment aux mains d'acteurs non étatiques. Les pièces maîtresses de cet arsenal législatif sont les suivantes :

La Hongrie renonce à la guerre comme moyen de résoudre les différends entre les nations et s'abstient de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'indépendance ou l'intégrité territoriale d'autres États. Elle tient compte, dans son système juridique, des règles universellement reconnues du droit international et met son droit interne en conformité avec les obligations que lui impose le droit international. Les principes généralement reconnus du droit international, tels ceux qui figurent dans la résolution 1540 (2004), faisant partie intégrante du droit hongrois, aucune transposition officielle n'est nécessaire. Compte tenu de ce qui précède, les dispositions du droit interne en la matière doivent être interprétées dans un sens qui garantit l'application effective de ces principes.

Les traités internationaux pertinents sont intégrés dans le droit interne par divers lois et décrets-lois nationaux qui leur donnent effet pour les citoyens hongrois et désignent les autorités chargées de les faire appliquer. Le processus de mise en conformité de la législation hongroise avec les obligations internationales souscrites par la Hongrie au titre des traités internationaux sur la non-prolifération des armes de destruction massive a nécessité de modifier en conséquence le Code pénal hongrois (loi C de 2012). Dans le cadre des procédures nationales, les dispositions du Code pénal permettent de réprimer et donc d'interdire (*ipso facto*) la commission, par des acteurs non étatiques, d'actes réputés antisociaux et potentiellement dangereux pour la collectivité.

Mesures prises par l'exécutif et application de la loi

Un comité interministériel sur la non-prolifération, créé par le décret gouvernemental n° 2016/1999, était chargé de définir les mesures à prendre pour concrétiser les engagements souscrits par la Hongrie au titre des traités et régimes de non-prolifération et de diverses initiatives internationales. Il examinait également les questions relatives à la non-prolifération, formulait des avis à ce sujet et donnait des indications de priorité pour les travaux des différents ministères. Il étudiait et coordonnait l'exécution des engagements internationaux de la Hongrie en matière de non-prolifération. Le comité a été supprimé en 2010 par le décret gouvernemental n° 171/2010. Des négociations concernant la création d'un nouveau comité sont en cours.

L'Office hongrois des licences commerciales a fusionné avec l'instance administrative de Budapest le 1^{er} janvier 2017. L'organisme successeur est le Département du commerce, de l'industrie de la défense, du contrôle des exportations et de l'analyse des métaux précieux de l'instance administrative de Budapest (www.mkch.gov.hu), placé sous l'autorité du Ministère des finances, puis du Ministère de l'innovation et de la technologie à compter du 21 mai 2018. Le Département est l'autorité chargée, comme son prédécesseur, de l'application au niveau national de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction et de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction au niveau national.

Le Département du commerce, de l'industrie de la défense, du contrôle des exportations et de l'analyse des métaux précieux est également l'autorité compétente pour l'octroi des licences d'importation et d'exportation. Deux unités distinctes placées sous son autorité délivrent les licences requises pour le matériel et les technologies militaires classiques et pour les biens, logiciels et technologies à double usage, y compris pour les activités de transit et de courtage. Ces deux unités sont chargées de faire appliquer les restrictions commerciales internationales et les embargos instaurés par l'Organisation des Nations Unies, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (décret gouvernemental n°365/2016 relatif à la désignation de l'instance administrative de Budapest comme autorité compétente pour certaines questions industrielles et commerciales et à la désignation des autorités régionales de métrologie et de sécurité technique ; décret gouvernemental n° 13/2011 sur les autorisations de commerce extérieur de biens à double usage ; décret gouvernemental n°156/2017 édictant les règles détaillées régissant l'autorisation des activités liées à la défense et la certification des entreprises).

L'Autorité hongroise de l'énergie atomique (www.haea.gov.hu) est chargée des activités de réglementation et de contrôle touchant l'exploitation pacifique, sûre et sécurisée de l'énergie atomique, notamment la sûreté et la sécurité des installations nucléaires et des dépôts de déchets radioactifs, la sûreté et la sécurité du matériel émettant un rayonnement ionisant, la lutte contre la prolifération des armes nucléaires ainsi que la gestion des situations d'urgence nucléaire et l'information du public dans ces domaines (loi CXVI de 1996 sur l'énergie atomique ; décret gouvernemental n° 112/2011 définissant le champ d'activité de l'Autorité eu égard à ses obligations internationales (y compris celles imposées par l'Union européenne), ses prérogatives, son pouvoir de sanction, les fonctions confiées aux organismes partenaires, les attributions du comité scientifique qui lui prête appui et les activités du Conseil de coordination de l'énergie atomique. Le décret régit le régime d'agrément, les responsabilités des exploitants et les activités d'inspection et de contrôle).

L'Administration nationale des impôts et des douanes (<https://nav.gov.hu>) est chargée d'empêcher l'importation et l'exportation de biens non autorisés, d'enquêter sur les infractions et de prendre les mesures qui s'imposent (loi CXXII de 2010). Les services de sécurité nationale jouent un rôle clef dans la détection et la prévention du trafic de produits et de technologies placés sous contrôle international (loi CXXV de 1995).

Initiatives de l'Union européenne

En sa qualité d'État membre de l'Union européenne, la Hongrie appuie sans réserve la Stratégie européenne de sécurité, intitulée « Une Europe sûre dans un monde meilleur » (adoptée par le Conseil européen le 12 décembre 2003), et la Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne, baptisée « Vision partagée, action commune : Une Europe plus forte » (adoptée en octobre 2016). Ces initiatives visent à mieux protéger l'Union européenne et ses ressortissants tout en aidant les États à renforcer ensemble leurs capacités militaires et à réagir plus efficacement aux crises.

Instruments internationaux

La Hongrie est partie aux traités internationaux pertinents, dont le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la Convention sur les armes chimiques et la Convention sur les armes biologiques. Elle a signé et ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la Convention internationale pour la répression du terrorisme nucléaire (signée à New York le 13 avril 2005 et ratifiée en 2007). Elle est membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) depuis 1957 et a conclu avec cette dernière un accord de garanties assorti d'un protocole additionnel. La Hongrie a ratifié la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, puis sa version modifiée en 2005 et intitulée Convention sur la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires.

Par ailleurs, la Hongrie est membre des régimes de contrôle des exportations suivants : Régime de contrôle de la technologie des missiles, Groupe des fournisseurs nucléaires, Comité Zangger, Groupe de l'Australie, Arrangement de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes classiques et de biens et technologies à double usage et Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques. Elle a présidé la réunion plénière des États parties au Code de conduite de La Haye en 2008, la réunion du Groupe des fournisseurs nucléaires en 2009 et la réunion annuelle des États parties à la Convention sur les armes biologiques en 2013. Elle a en outre présidé la huitième Conférence d'examen des Parties à la Convention sur les armes biologiques, tenue en 2016.

La Hongrie a appuyé sans réserve les objectifs de l'Initiative de sécurité contre la prolifération et pris part aux activités pratiques organisées dans ce cadre. L'Initiative vise à empêcher le trafic d'armes de destruction massive et d'autres matières connexes par des acteurs étatiques ou non étatiques. La Déclaration des principes d'interdiction, adoptée à Paris le 4 septembre 2003, établit clairement que toute action menée sera conforme aux législations nationales et aux cadres juridiques internationaux. En 2007, la Hongrie s'est associée à l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire, lancée par les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie. Elle a participé aux réunions politiques de haut niveau de l'Initiative, dont la plus récente s'est tenue à Paris en mai 2018, et fait siennes les quatre déclarations conjointes adoptées à cette occasion. Elle s'est en outre associée à la déclaration commune que les partenaires de l'Initiative avaient faite en février 2018 en faveur des résolutions [2375 \(2017\)](#) et [2397 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité.

Assistance technique à d'autres États

La Hongrie est consciente que certains États peuvent avoir besoin d'aide pour appliquer les dispositions de la résolution 1540 (2004) sur leur territoire. Aussi est-elle disposée à fournir une assistance, selon qu'il convient, aux États qui n'ont ni le cadre législatif et réglementaire voulu, ni l'expérience nécessaire pour se conformer aux dispositions de ladite résolution. Des experts du Département du commerce, de l'industrie de la défense, du contrôle des exportations et de l'analyse des métaux précieux aident d'autres États à consolider leur cadre juridique et leur appareil administratif dans le cadre de divers programmes d'assistance et missions de sensibilisation mis en place par l'Union européenne et les États-Unis.

Entre 2005 et 2007, dans le cadre du régime de contrôle des exportations du Groupe de l'Australie et en association avec la Bulgarie, la Hongrie a fourni une formation et une aide à cinq pays des Balkans occidentaux pour les aider à renforcer le cadre législatif et le fonctionnement politique de leur système national de contrôle des exportations.

La Hongrie est fière d'avoir organisé, du 21 octobre au 2 novembre 2007 à Szolnok et à Táborfalva, un stage de formation avancée sur les inspections sur place à l'intention d'experts des États signataires de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires.

De 2010 à 2017, des séances de formation à l'identification des produits nucléaires, chimiques et biologiques et des biens à double usage ont été organisées par le Département de l'énergie des États-Unis et coordonnées par l'Administration nationale des impôts et des douanes. Elles ont permis aux douaniers d'acquérir des connaissances utiles pour le contrôle et l'identification des matériaux et articles qui font l'objet de recherches et sont conçus, produits et utilisés à des fins terroristes.

Étant membre du Réseau international de formation et de centres d'appui à la sécurité nucléaire de l'AIEA, la Hongrie apporte son assistance à d'autres États dans le domaine de la sécurité nucléaire.

Observations relatives à certains points figurant dans la résolution 1540 (2004)

Au **paragraphe 1**, le Conseil de sécurité :

Décide que tous les États doivent s'abstenir d'apporter un appui, quelle qu'en soit la forme, à des acteurs non étatiques qui tenteraient de mettre au point, de se procurer, de fabriquer, de posséder, de transporter, de transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou leurs vecteurs.

Le Gouvernement hongrois est pleinement attaché à ce principe et n'apporte aucun appui, sous quelque forme que ce soit, aux acteurs non étatiques qui tentent de mettre au point, de se procurer, de fabriquer, de posséder, de transporter, de transférer ou d'utiliser des armes interdites par les traités internationaux. De tels actes sont considérés comme des infractions et tombent *ipso facto* sous le coup des lois pénales hongroises. Leurs auteurs, y compris leurs instigateurs et complices, sont sévèrement punis. En outre, le cadre et le dispositif institutionnel régissant le contrôle des exportations assurent le respect de ce principe.

Au **paragraphe 2**, le Conseil de sécurité :

Décide également que tous les États doivent adopter et appliquer, conformément à leurs procédures internes, une législation appropriée et efficace interdisant à tout acteur non étatique de fabriquer, se procurer, mettre au point, posséder, transporter, transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou leurs vecteurs, en particulier à des fins terroristes, réprimant

toutes les tentatives de l'une quelconque de ces activités, le fait d'y participer en tant que complice et le fait d'y fournir assistance ou de la financer.

Mesures prises

La promulgation du décret-loi n° 12/1970 relatif au Traité sur la non-prolifération nucléaire, du décret-loi n° 11/1975 concernant la Convention sur les armes biologiques et de la loi CIV de 1997 relative à la Convention sur les armes chimiques a permis d'incorporer ces traités internationaux au droit hongrois.

Depuis la présentation du précédent rapport, le Code pénal hongrois a fait l'objet de plusieurs modifications et d'une refonte intégrale.

En outre, sur la base de la directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal, l'« élimination » s'est ajoutée en 2010 aux infractions visées à l'alinéa 1) de l'article 250 du Code pénal hongrois, qui porte sur l'usage détourné de substances radioactives.

Il convient de noter que certaines des modifications apportées dans le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2013, ont trait à l'exécution des obligations énoncées dans la résolution 1540 (2004). Les changements les plus importants sont les suivants :

1) L'utilisation d'armes interdites au titre des conventions internationales (art. 155) figure au chapitre XIV sur les crimes de guerre. Les éléments constitutifs de ce crime demeurent inchangés mais la sanction est alourdie, les auteurs encourant une peine comprise entre 10 et 20 ans d'emprisonnement.

2) L'usage détourné de substance toxique (art. 188) figure au chapitre XVII (infractions menaçant la santé). Il s'agit d'une infraction subsidiaire, qui ne peut être retenue que si une infraction plus grave n'a pas été établie. L'usage illicite de substance toxique constitue une nouvelle infraction passible d'une peine d'emprisonnement.

3) Le non-respect de la réglementation relative à la gestion des déchets (art. 248), l'usage détourné de substances radioactives (art. 250), l'exploitation illégale d'installations nucléaires (art. 251) et les infractions liées à l'énergie nucléaire (art. 252) figurent au chapitre XXIII sur les infractions contre l'environnement et la nature. Les éléments constitutifs de ces infractions demeurent inchangés mais la sanction a été alourdie, leurs auteurs encourant désormais entre un et cinq ans d'emprisonnement. La loi définit ce qui est entendu par « substance radioactive dangereuse ».

4) Les actes terroristes (art. 314 à 316), la non-révéléation d'entreprises terroristes (art. 317), le financement du terrorisme (art. 318) et une disposition définissant la notion de « groupe terroriste » (art. 319) figurent au chapitre XXX sur les atteintes à la sécurité publique.

5) Les infractions commises avec des armes interdites par des conventions internationales (art. 326), la violation de restrictions économiques internationales (art. 327), le non-signalement d'une violation de restrictions économiques internationales (art. 328), l'utilisation à des fins abusives d'articles et de services militaires (art. 329) et l'utilisation à des fins abusives de biens et de technologies à double usage (art. 330) figurent au chapitre XXXI sur les infractions à la réglementation économique découlant d'obligations internationales.

La neutralisation illégale d'armes est une nouvelle infraction au titre des infractions commises avec des armes interdites par des conventions internationales

(art. 326). La distribution, à distinguer du commerce, de ces armes constitue également une nouvelle infraction. Le Code pénal prévoit trois nouvelles circonstances aggravantes, dès lors que l'infraction est commise à des fins commerciales, en réunion ou par un fonctionnaire. Elle est alors passible de 10 à 20 ans d'emprisonnement. La préparation à la commission de telles infractions est passible d'une peine d'un à cinq ans d'emprisonnement.

S'agissant des violations de restrictions économiques internationales (art. 327), la peine encourue a été portée à une durée comprise entre un et cinq ans d'emprisonnement. Le Code pénal prévoit deux nouvelles circonstances aggravantes, dès lors que l'infraction est commise à des fins commerciales ou dans le cadre du commerce d'articles visés à l'annexe II du règlement (CE) n° 1236/2005 du Conseil du 27 juin 2005 concernant le commerce de certains biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

L'utilisation à des fins abusives d'articles et de services militaires (art. 329) et l'utilisation à des fins abusives de biens et de technologies à double usage (art. 330) font l'objet de dispositions particulières. La distribution sur le territoire national constitue dorénavant une infraction, et la préparation à sa commission est plus sévèrement sanctionnée (art. 329). La peine encourue en cas d'utilisation à des fins abusives de biens et de technologies à double usage est désormais comprise entre un et cinq ans d'emprisonnement. Le Code pénal prévoit deux nouvelles circonstances aggravantes, dès lors que l'infraction concerne les substances chimiques visées dans la partie B de l'annexe de la Convention sur les armes chimiques ou qu'elle constitue un usage détourné de biens nucléaires à double usage.

6) Le non-respect de la réglementation sur le contrôle des épidémies (art. 361) figure au chapitre XXXIV sur les infractions liées au non-respect des procédures administratives. Les auteurs encourrent une peine d'emprisonnement.

Afin de lutter contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive, la loi LII de 2017 relative à l'exécution des mesures restrictives imposées par l'Union européenne et le Conseil de sécurité concernant les actifs financiers et les avoirs a été adoptée dans le cadre de la mise en œuvre de l'acquis communautaire européen.

La cellule de renseignement financier de l'Administration nationale des impôts et des douanes est l'autorité compétente pour ce qui est de faire appliquer les mesures financières restrictives adoptées dans l'Union européenne. Les personnes ou organisations relevant de la loi LII de 2017 et les autorités chargées de l'enregistrement des biens sont tenues de lui communiquer tous éléments d'information, faits ou circonstances indiquant que la personne ou l'organisation faisant l'objet de mesures restrictives dispose, sur le territoire hongrois, d'avoirs ou de ressources économiques visées par de telles mesures.

En outre, l'Autorité hongroise de l'énergie atomique a organisé une réunion à l'intention des exportateurs, importateurs et distributeurs nationaux de biens à double usage utilisés dans la mise au point de technologies nucléaires afin de les familiariser avec le programme hongrois d'appui au garanties de l'AIEA et de les engager à s'y associer. Depuis 2011, la Hongrie participe à un programme visant à collecter et à analyser les informations relatives au commerce de matières nucléaires.

Au **paragraphe 3**, le Conseil de sécurité :

Décide également que tous les États doivent prendre et appliquer des mesures efficaces afin de mettre en place des dispositifs internes de contrôle destinés à prévenir la prolifération des armes nucléaires, chimiques ou

biologiques ou de leurs vecteurs, y compris en mettant en place des dispositifs de contrôle appropriés pour les éléments connexes, et qu'à cette fin ils doivent :

a) Arrêter et instituer des mesures appropriées et efficaces leur permettant de suivre la localisation de ces produits et d'en garantir la sécurité pendant leur fabrication, leur utilisation, leur stockage ou leur transport.

Mesures prises

La promulgation du décret-loi n° 12/1970 relatif au Traité sur la non-prolifération nucléaire, du décret-loi n° 11/1975 concernant la Convention sur les armes biologiques et de la loi CIV de 1997 relative à la Convention sur les armes chimiques a permis d'incorporer ces traités internationaux au droit hongrois. Pour mettre en œuvre ces textes, le Gouvernement hongrois a pris le décret n° 212/1998 relatif à l'exécution des obligations découlant de la Convention sur les armes chimiques et à l'organisation de la surveillance, ainsi que le décret n° 21/2013 relatif à l'exécution des obligations découlant de la Convention sur les armes biologiques et à l'organisation de la surveillance. À cet égard, la Hongrie présente son rapport annuel obligatoire sur les substances chimiques et, à titre volontaire, un rapport annuel sur les mesures de confiance et de sécurité adoptées relativement aux agents biologiques et toxiques.

La loi CXVI de 1996 sur l'énergie atomique énonce en son article 3 le principe fondamental selon lequel la Hongrie entend promouvoir l'utilisation pacifique et sûre de l'énergie atomique grâce à la coopération internationale. Elle institue un régime de contrôle détaillé assorti de garanties, et crée le cadre institutionnel requis. Il convient également de noter le décret gouvernemental n° 112/2011 définissant le champ d'activité de l'Autorité eu égard à ses obligations internationales, ses prérogatives, son pouvoir de sanction, les fonctions confiées aux organismes partenaires et les attributions du comité scientifique qui lui prête appui. Au niveau national, l'Autorité vérifie, en coopération avec les instituts techniques, tous les biens se rapportant au nucléaire. Le décret susmentionné a été modifié par le décret gouvernemental n° 112/2011 (VII. 4).

Les inspecteurs de l'AIEA vérifient périodiquement les registres nationaux depuis 1999.

Un accord sur l'application des garanties liées au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a été signé entre la Hongrie et l'Agence internationale de l'énergie atomique le 30 mars 1972, et promulgué par le décret-loi n° 9/1972. En 1998, les parties ont signé un protocole additionnel à cet accord (promulgué par la loi XC de 1999), qui a permis la création d'un système national de comptabilisation et de contrôle des données pour les projets à long terme, la recherche et développement, les activités de fabrication et d'import-export liées au cycle du combustible nucléaire, les sites nucléaires et les autres installations. Le protocole a été suspendu par la Hongrie et un accord de garanties trilatéral Euratom-AIEA-Hongrie assorti d'un protocole additionnel a été conclu et promulgué par la loi LXXXII de 2006.

La Hongrie est partie depuis le 1^{er} mai 2004 au Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, dont le chapitre 7 porte sur les garanties nucléaires. Celles-ci sont appliquées par la Commission européenne qui est chargée, en vertu du Traité, de s'assurer que les matières nucléaires civiles ne sont pas détournées de leur fin déclarée. Un accord assorti d'un protocole additionnel, conclu entre la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, Euratom et l'Agence internationale de l'énergie atomique et portant sur l'application des

alinéas 1) et 4) de l'article III du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, a été promulgué par la loi LXXXII de 2006.

Dans le domaine de la sécurité nucléaire, les textes de loi pertinents comprennent le décret gouvernemental n° 7/2007 publié par le Ministère de la justice sur le système de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires ; le décret gouvernemental n° 144/2011 relatif à la réglementation du commerce international de matières nucléaires et de biens nucléaires à double usage ; le décret gouvernemental n° 190/2011 sur les exigences en matière de protection physique pour diverses applications de l'énergie atomique et sur le système correspondant de délivrance des autorisations, de communication de l'information et d'inspection ; le décret gouvernemental n° 11/2010 publié par le Ministère du développement national sur les règles de comptabilité et de contrôle des matières radioactives et sur les dispositions concernant les données y afférentes ; le décret gouvernemental n° 490/2015 sur les notifications et les interventions relatives aux matières nucléaires et autres substances radioactives disparues, trouvées ou confisquées, ainsi que les mesures à prendre en cas de signalement de matières nucléaires et de substances radioactives.

La loi XXV de 2000 sur la sûreté chimique définit les obligations relatives à l'enregistrement (et à la comptabilisation) ainsi qu'à l'entreposage, au transport et au conditionnement sécurisés des substances et agents chimiques dangereux. En sa qualité d'autorité nationale chargée de veiller à l'application de la Convention sur les armes chimiques, le Département du commerce, de l'industrie de la défense, du contrôle des exportations et de l'analyse des métaux précieux enregistre, contrôle et autorise les transferts portant sur des agents et substances chimiques (décret gouvernemental n° 212/1998 relatif à l'exécution des obligations découlant de la Convention sur les armes chimiques et à l'organisation de la surveillance).

Le décret n° 61/1999 du Ministère des ressources humaines relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à des agents biologiques énonce les règles régissant, notamment, l'enregistrement de ces agents, le suivi et les contrôles médicaux obligatoires ainsi que la mise en place de mesures de protection appropriées dans les industries et les laboratoires où sont manipulés des agents biologiques.

Les dispositions pertinentes du Code pénal sont notamment énoncées à l'article 188 sur l'usage détourné de substance toxique, à l'article 248 sur le non-respect de la réglementation relative à la gestion des déchets et à l'article 361 concernant le non-respect de la réglementation sur le contrôle des épidémies.

Parmi les textes de loi de l'Union européenne, on peut citer : le règlement (Euratom) n° 302/2005 de la Commission du 8 février 2005 relatif à l'application du contrôle de sécurité d'Euratom ; la directive 67/548/CEE du Conseil, du 27 juin 1967, concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses ; la directive [98/24/CE](#) du Conseil du 7 avril 1998 concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail ; la directive 2000/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail ; la directive [94/55/CE](#) du Conseil, du 21 novembre 1994, relative au rapprochement des législations des États membres concernant le transport des marchandises dangereuses par route ; la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 relative au transport intérieur des marchandises dangereuses.

Parmi les autres accords internationaux transposés dans le droit hongrois figurent le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique (loi CIX de 2004) ; la Convention

de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (décret gouvernemental n° 266/2004) ; les accords européens sur le transport des marchandises dangereuses par route, par rail et par voie fluviale (décret-loi n° 19/1979). Diverses annexes de ces accords européens ont également été intégrées dans la législation hongroise, en application du décret gouvernemental n° 117/2017 (transport fluvial), du décret gouvernemental n° 178/2017 (transport routier) et du décret gouvernemental n° 179/2017 (transport ferroviaire).

Le cadre juridique du système de contrôle comptable des matières nucléaires a été établi en 1971. En Hongrie, ce système est conforme aux exigences de l'AIEA depuis 1972. La mise en œuvre de l'accord de garanties conclu avec l'Agence est encadrée par le décret gouvernemental n° 7/2007, publié par le Ministère de la justice et portant sur le système de comptabilisation et de contrôle des matières nucléaires.

Depuis l'accession de la Hongrie à l'Union européenne en 2004, les systèmes de comptabilité au niveau local sont régis par le règlement (Euratom) n° 302/2005 de la Commission du 8 février 2005 relatif à l'application du contrôle de sécurité d'Euratom. Depuis son entrée dans l'Union, la Hongrie continue en outre de recourir à son dispositif national de contrôle comptable des matières nucléaires, exploité et géré par l'Autorité hongroise de l'énergie atomique.

Les déclarations de la Hongrie au titre du protocole additionnel à l'accord de garanties avec l'AIEA contiennent des informations sur le plan décennal hongrois relatif aux cycles du combustible nucléaire, sur la recherche-développement, sur les activités de fabrication et d'import-export d'articles nucléaires et sur l'ensemble des bâtiments des sites nucléaires.

Avant l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne en 2004, les vérifications internationales de son système national de contrôle comptable des matières nucléaires étaient réalisées par les inspecteurs de l'AIEA. Depuis lors, les inspecteurs d'Euratom y prennent également part.

Le contrôle comptable des matières nucléaires est un élément clef de la sécurité nucléaire. Consciente de l'importance de cette procédure, la Hongrie a toujours souligné qu'elle devait disposer d'un système national opérationnel de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires. Outre les mesures prises conformément aux obligations internationales en matière de garanties, un registre national centralisé de toutes les matières et déchets radioactifs dépassant les valeurs d'exemption est utilisé dans le cadre du système hongrois de comptabilité et de contrôle. Dans ce document figurent par ailleurs toutes les informations administratives relatives aux propriétaires et aux titulaires d'une autorisation d'utilisation des matières radioactives. C'est l'Autorité hongroise de l'énergie atomique qui met en œuvre le système de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires et procède aux vérifications en parallèle avec les organisations internationales compétentes ou indépendamment de celles-ci.

En 2011, la Hongrie a entamé les premières vérifications de ses installations nucléaires dans le cadre des garanties généralisées. Ces vérifications visent à évaluer dans quelle mesure le système de garanties mis en œuvre dans les installations est conforme aux instruments juridiques applicables. Il s'agit alors essentiellement de passer en revue toutes les procédures relatives aux garanties et d'évaluer les activités connexes, de déterminer si les procédures mises en œuvre garantissent la durabilité et d'évaluer les améliorations apportées au système de garanties à tous les niveaux. La priorité est d'évaluer l'attachement de la direction à ses obligations en matière de garanties.

La Hongrie a lancé un programme d'appui visant à renforcer le système de garanties de l'AIEA. Dans le cadre de ce programme, elle a mis au point plusieurs instruments de mesure du contenu fissile des matières nucléaires, qui permettent également d'établir l'absence de telles matières.

Dans le cadre de l'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire, l'Autorité hongroise de l'énergie atomique a renforcé, avec l'aide du Département de l'énergie des États-Unis, la sécurité physique de plus de 30 sites nationaux abritant des sources radioactives de catégorie 1 ou 2. Elle est membre de l'Association des organismes réglementaires européens de sécurité nucléaire et joue un rôle actif au sein du Service consultatif international sur la protection physique en mettant des experts à la disposition de ses missions.

La Hongrie estime que l'on pourrait renforcer sensiblement la sécurité internationale et régionale en s'attaquant comme il convient à la question de l'utilisation de matières fissiles à des fins d'armement nucléaire. Selon elle, la Conférence du désarmement devrait ouvrir et conclure à titre hautement prioritaire des négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires.

Mesures prévues

Continuer de renforcer la culture de sûreté et de sécurité dans les installations nucléaires.

Au **paragraphe 3**, le Conseil de sécurité :

Décide également que tous les États doivent prendre et appliquer des mesures efficaces afin de mettre en place des dispositifs internes de contrôle destinés à prévenir la prolifération des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou de leurs vecteurs, y compris en mettant en place des dispositifs de contrôle appropriés pour les éléments connexes, et qu'à cette fin ils doivent :

[...]

b) Arrêter et instituer des mesures de protection physique appropriées et efficaces.

Mesures prises

La Hongrie a adopté, par le décret-loi n° 8/1987, la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et ratifié, par la loi LXII du 4 décembre 2008, l'Amendement de 2005 à ladite Convention.

Depuis 2008, la Hongrie a réformé son cadre juridique et réglementaire relatif à la protection physique des installations nucléaires ainsi que des matières nucléaires et des autres matières radioactives en s'appuyant sur la nouvelle collection Sécurité nucléaire de l'AIEA. La loi CXVI de 1996 sur l'énergie atomique s'est enrichie en 2011 de dispositions intégrant les principes de base de la sécurité nucléaire et de la protection physique. Le gouvernement hongrois a également pris le décret n° 190/2011 relatif aux exigences concernant la protection physique pour diverses applications de l'énergie atomique et au système correspondant de délivrance des autorisations, de communication de l'information et d'inspection. En 2013, des experts internationaux de l'AIEA ont procédé à un examen exhaustif du dispositif réglementaire pour la sûreté nucléaire sous les auspices du Service consultatif international sur la protection physique. En 2017, la Hongrie a invité une mission de suivi à évaluer les suites données aux recommandations formulées dans le rapport final sur l'examen initial.

Faisant l'objet de dispositions dans la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires, les matières radioactives et le matériel émettant un rayonnement ionisant sans recours à des matières radioactives (appareils radiologiques et accélérateurs par exemple) sont également pris en compte dans le cadre juridique hongrois.

Il appartient aux autorités nationales d'établir le cadre juridique et institutionnel nécessaire pour réagir en cas d'action dépassant les seuils associé à la menace de référence. L'Autorité hongroise de l'énergie atomique est chargée de définir les menaces de référence avec le concours du quartier général de la police, du bureau de protection de la Constitution, du Service national de sécurité militaire et du Centre de lutte contre le terrorisme. C'est elle qui, avec le quartier général de la police, autorise la mise en place de plans de protection physique et contrôle leur exécution. Les titulaires des autorisations délivrées sont chargés de mettre en œuvre le système conformément aux plans de protection physique.

Selon la réglementation nationale, les propriétaires de sources et de déchets radioactifs ainsi que les exploitants de matériel émettant un rayonnement ionisant sans source radioactive doivent se conformer aux prescriptions en vigueur, qui tiennent compte des principes fondamentaux de la protection physique (protection en profondeur et équilibrée et conséquences minimales en cas de défaillance d'un composant). Les niveaux de protection physique requis (A, B, C ou D) dépendent des catégories des matières nucléaires et autres matières radioactives en question. Ces catégories sont déterminées conformément à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires et au Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives. Les exploitants agréés d'installations nucléaires doivent assurer une protection suffisante contre les menaces de référence définies pour leur site (selon des critères d'efficacité) et respecter les principes énoncés plus haut.

On trouvera ci-après des extraits pertinents de la loi C de 2012 du Code pénal ayant trait à l'érection en infraction et à l'interdiction d'actes liés à la protection physique :

- Article 250 sur l'usage détourné de substances radioactives : 1) toute personne qui, sans y être dûment autorisée, produit, se procure, possède, distribue, transforme ou utilise de quelque autre manière des substances ou matières nucléaires dangereuses pour la santé ou l'environnement, ou qui les cède à un tiers non autorisé, commet une infraction passible d'une peine d'emprisonnement maximum de cinq ans ; 2) toute personne qui fabrique, entrepose, transporte ou jette des substances radioactives en enfreignant une obligation légale quelle qu'elle soit est passible des sanctions énoncées à l'alinéa 1).
- Article 251 sur l'exploitation illégale d'installations nucléaires : 1) toute personne qui exploite une installation nucléaire sans autorisation légale ou en violation de cette autorisation commet un crime passible d'une peine d'emprisonnement maximum de cinq ans ; 2) toute personne qui commet, avec l'aide de complices, le crime visé à l'alinéa 1) est passible d'une peine de deux à huit ans d'emprisonnement.
- Article 252 sur les infractions en relation avec l'énergie nucléaire : 1) toute personne qui, afin d'obtenir l'autorisation exigée par la loi pour pouvoir utiliser l'énergie nucléaire, abuse l'entité ou la personne physique investie du pouvoir de décision en la matière, commet une infraction passible d'une peine d'emprisonnement maximum de cinq ans ; 2) toute personne qui se soustrait aux

obligations déclaratoires requises par la loi en matière d'utilisation de l'énergie nucléaire est passible d'une peine d'emprisonnement maximum de trois ans.

- La législation nationale comprend le décret gouvernemental n° 118/2011 relatif aux règles de sécurité applicables aux installations nucléaires et aux procédures de l'Autorité hongroise de l'énergie atomique concernant les questions de réglementation de la sécurité nucléaire ; la loi CXXVIII de 2011 concernant la surveillance des catastrophes et portant modification des lois connexes ; le décret gouvernemental n° 219/2011 relatif à la diminution des retombées en cas d'accident touchant des substances dangereuses.

L'Académie hongroise des sciences, institution de tutelle des instituts de recherche, a adopté des dispositions réglementaires applicables à toute une série d'activités liées à la Convention sur les armes biologiques. Des normes générales de sûreté biologique sont adoptées puis adaptées, au cas par cas, aux conditions et aux besoins particuliers des différentes institutions. Des mesures spéciales ont été mises en place pour garantir la protection physique des instituts de recherche et pour interdire l'accès de personnes non autorisées aux agents pathogènes ou toxiques des laboratoires ou le retrait de tels agents desdits laboratoires. Le transport, l'entreposage et la destruction de ces agents font également l'objet d'un contrôle strict. La sûreté et la sécurité biologiques sont assurées dans chaque laboratoire par l'adoption d'un règlement intérieur et la formation continue du personnel. Les instituts de recherche doivent se doter d'un plan de secours qui leur permette de faire face efficacement aux situations d'urgence. L'Académie dispose en outre d'un département consacré aux questions de sécurité nucléaire.

Les règlements nationaux sur la protection physique des agents microbiens ou autres agents et toxines biologiques sont établis à partir des normes établies par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et par les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) des États-Unis. La loi XLVII de 1997 sur la gestion et la protection des données concernant la santé et des données personnelles y relatives impose de signaler les cas de maladies infectieuses imputables à des toxines et agents biologiques pathogènes (tels que ceux classés dans la catégorie A par les CDC ou les agents et les maladies comme l'anthrax ou la peste, susceptibles d'être utilisés à des fins de bioterrorisme). Le décret gouvernemental n° 385/2016 énonce les tâches et attributions des bureaux du gouvernement et des bureaux de district au niveau local et désigne l'autorité de santé publique compétente.

En 1999, un laboratoire militaire de niveau de biosécurité 3 pouvant être rapidement déployé (laboratoire mobile d'analyse biologique) a été créé dans le cadre d'un programme de biosécurité mis sur pied par le Ministère de la défense. Ce laboratoire permet la détection et l'identification d'agents de bioterrorisme. Sa fonction principale consiste à fournir un cadre sécurisé pour la gestion, la préparation et la manipulation sans traces des échantillons. Il peut être déployé en deux heures et 15 minutes environ.

Sous l'autorité du Ministère de la défense, le centre médical des forces de défense hongroises est chargé de détecter et d'identifier, sur le terrain, les agents de niveau de biosécurité 3 ou inférieur susceptibles d'être utilisés à des fins de bioterrorisme et de guerre biologique.

Un laboratoire de sécurité nationale a été créé en 2006 au sein du Centre national de santé publique afin d'œuvrer à la protection des frontières de l'espace Schengen. Il abrite des laboratoires de niveau de sécurité biologique 3 et 4, dans lesquels des agents pathogènes des groupes de risque 3 et 4 présentant un danger pour la santé publique et susceptibles d'être employés à des fins de bioterrorisme sont manipulés suivant diverses méthodes, moléculaires ou microbiologiques traditionnelles.

Conformément aux lois applicables, le laboratoire de sécurité nationale est le seul organisme de Hongrie habilité à formuler, en tant que laboratoire de référence et avec l'appui de l'OMS, des diagnostics concernant les virus et les bactéries présentant un risque élevé. En Hongrie, la plupart des laboratoires de référence relèvent du Centre national de santé publique. Les capacités du laboratoire de sécurité nationale en matière d'établissement de diagnostics sont en permanence évaluées au moyen d'essais d'aptitude réalisés à l'échelle de l'Union européenne ou au niveau international. Le personnel du laboratoire participe régulièrement à des stages de formation et à des séminaires internationaux. De plus, ce laboratoire fait partie du réseau du Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques, biologiques et à toxines.

L'Association hongroise de biotechnologie a été créée par les principales sociétés hongroises de biotechnologie humaine en vue de promouvoir le développement et les intérêts du secteur national des biotechnologies. Elle condamne énergiquement toute forme de recherche et de développement qui pourrait contribuer à la mise au point ou à la prolifération d'armes de destruction massive biologiques ou à toxines.

Parmi les traités internationaux énonçant les obligations en la matière figurent le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique (loi CIX de 2004), la Convention sur la sûreté nucléaire signée à Vienne le 20 septembre 1994 (loi I de 1997), la Convention sur la protection physique des matières nucléaires signée à Vienne et à New York le 3 mars 1980 (décret-loi n° 8/1987) et sa version modifiée en 2005 (loi LXII de 2008).

Au **paragraphe 3**, le Conseil de sécurité :

Décide également que tous les États doivent prendre et appliquer des mesures efficaces afin de mettre en place des dispositifs internes de contrôle destinés à prévenir la prolifération des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou de leurs vecteurs, y compris en mettant en place des dispositifs de contrôle appropriés pour les éléments connexes, et qu'à cette fin ils doivent :

[...]

c) Arrêter et instituer des activités appropriées et efficaces de contrôle aux frontières et de police afin de détecter, dissuader, prévenir et combattre, y compris, si nécessaire, en faisant appel à la coopération internationale, le trafic et le courtage illicite de ces produits, en accord avec les autorités judiciaires du pays, conformément à sa législation et dans le respect du droit international.

La loi CXXII de 2010 relative à l'Administration fiscale et douanière nationale, le Code des douanes de l'Union et la loi CLII de 2017 sur l'application de ce code en Hongrie donnent aux organismes et aux fonctionnaires compétents les pouvoirs exécutifs requis pour localiser et saisir les articles prohibés.

Le Département du commerce, de l'industrie de la défense, du contrôle des exportations et de l'analyse des métaux précieux effectue des visites de contrôle de la conformité chez les fabricants, exportateurs et établissements universitaires hongrois (décret gouvernemental n° 13/2001 relatif aux autorisations de commerce extérieur de biens à double usage). En vertu du décret gouvernemental n° 364/2016, l'office gouvernemental de la capitale Budapest peut imposer des amendes administratives pour non-respect des lois et règlements en vigueur. Les services hongrois de sécurité nationale jouent un rôle clef dans la mise au jour et la prévention du trafic d'articles et de technologies figurant sur les listes établies dans le cadre de régimes internationaux de contrôle des exportations (loi CXXV de 1995).

Les articles 329 et 330 du Code pénal érigent en infraction toute violation des règles et règlements applicables au transfert de matériel et de services militaires ainsi que de biens et de technologies à double usage.

En outre, l'Autorité hongroise de l'énergie atomique participe activement aux activités liées à la Base de données sur les incidents et les cas de trafic. Elle fournit son appui à l'élaboration d'une version en ligne de la base, accessible en temps réel.

Selon la loi CXVI de 1996, telle que modifiée en 2011, la sécurité nucléaire repose sur les éléments suivants :

- 1) Prévention de la manipulation non autorisée de matières nucléaires et des autres matières radioactives, de l'utilisation non autorisée de matières radioactives, du sabotage, des actes malveillants et des dommages environnementaux dus à l'utilisation de matières nucléaires et d'autres matières radioactives ;
- 2) Protection physique (en fonction du niveau de menace défini) contre la manipulation, l'utilisation, l'entreposage et le transport non autorisés de matières nucléaires et d'autres matières radioactives, et contre le sabotage ;
- 3) Détection des actes malveillants et des dommages environnementaux dus à l'utilisation de matières nucléaires et d'autres matières radioactives, et mise au jour de l'usage détourné de matières radioactives ;
- 4) Mise en œuvre de mesures urgentes et globales de localisation des matières nucléaires et des autres matières radioactives disparues ou volées et, si nécessaire, de mesures visant à reprendre le contrôle sur le plan réglementaire ;
- 5) Atténuation ou réduction au minimum des incidences du sabotage ainsi que des actes malveillants et des dommages environnementaux dus à l'utilisation de matières nucléaires et d'autres matières radioactives.

Au **paragraphe 3**, le Conseil de sécurité :

Décide également que tous les États doivent prendre et appliquer des mesures efficaces afin de mettre en place des dispositifs internes de contrôle destinés à prévenir la prolifération des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou de leurs vecteurs, y compris en mettant en place des dispositifs de contrôle appropriés pour les éléments connexes, et qu'à cette fin ils doivent :

[...]

d) Mettre en place, perfectionner, évaluer et instituer dans le pays des dispositifs appropriés et efficaces de contrôle de l'exportation et du transbordement de ces produits, y compris des lois et règlements appropriés permettant de contrôler leur exportation, leur transit, leur transbordement et leur réexportation et des contrôles portant sur la fourniture de fonds ou de services – financement ou transport, par exemple – se rapportant aux opérations d'exportation ou de transbordement qui contribueraient à la prolifération, et mettre en place des dispositifs de contrôle des utilisateurs finals ; instituer et appliquer des sanctions pénales ou civiles appropriées aux infractions à ces législations et réglementations de contrôle des exportations.

La législation nationale en la matière comprend le décret gouvernemental n° 13/2011 relatif aux autorisations de commerce extérieur de biens à double usage, le décret gouvernemental n° 144/2011 sur la réglementation du commerce international de matières nucléaires et de biens nucléaires à double usage et le décret gouvernemental n° 365/2016 relatif à la désignation de l'instance administrative de Budapest comme autorité compétente pour certaines questions industrielles et

commerciales et à la désignation des autorités régionales de métrologie et de sécurité technique.

Le Département du commerce, de l'industrie de la défense, du contrôle des exportations et de l'analyse des métaux précieux est l'organisme compétent pour l'octroi des licences d'importation et d'exportation en Hongrie. Deux unités distinctes placées sous son autorité délivrent les licences requises pour le matériel et les technologies militaires classiques et pour les biens, logiciels et technologies à double usage, y compris pour les activités de transit et de courtage. Le service de contrôle des exportations du Département octroie des permis d'importer et d'exporter des biens à double usage (décret gouvernemental n° 13/2011).

Conformément au décret gouvernemental n° 144/2011, l'Autorité hongroise de l'énergie atomique est l'organisme spécialement chargé de délivrer les agréments. L'exportation, l'importation et le transit de matières nucléaires et de biens nucléaires à double usage sont soumis à autorisation et à enregistrement.

Parmi les initiatives pertinentes de l'Union européenne figurent le règlement (CE) n° 428/2009 du Conseil du 5 mai 2009 instituant un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage, le règlement n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil du 9 octobre 2013 établissant le code des douanes de l'Union et la Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne, baptisée « Vision partagée, action commune : Une Europe plus forte » et adoptée en octobre 2016.

Les articles 329 et 330 du Code pénal érigent en infraction toute violation des règlements applicables au transfert de matériel et de services militaires ainsi que de biens et de technologies à double usage.

Mesures prévues

Renforcer l'application de la législation en vigueur grâce à une meilleure coordination des organismes publics concernés.

Au **paragraphe 5**, le Conseil de sécurité :

Décide qu'aucune des obligations énoncées dans la présente résolution ne doit être interprétée d'une manière qui la mette en contradiction avec les droits et obligations des États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction et à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes biologiques ou à toxines et sur leur destruction, ou d'une manière qui modifie les responsabilités de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou celles de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

La Hongrie est partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à la Convention sur les armes chimiques et à la Convention sur les armes biologiques.

Elle a signé l'accord de garanties de l'AIEA et le protocole additionnel à cet accord.

Elle est membre de l'AIEA et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

Elle a été membre du Conseil des gouverneurs de l'AIEA entre 2011 et 2013.

Au **paragraphe 6**, le Conseil de sécurité :

Apprécie l'utilité, aux fins de l'application de la présente résolution, de listes de contrôle nationales bien tenues, et demande à tous les États Membres de s'employer dès que possible, si nécessaire, à établir de telles listes.

La Hongrie utilise la liste de contrôle de l'Union européenne, directement applicable et à caractère obligatoire (règlement n° 428/2009 du Conseil, annexe I). Cette liste regroupe et harmonise les listes de contrôle adoptées dans le cadre des régimes multilatéraux de contrôle des exportations auxquels adhèrent la Hongrie et les autres États membres de l'Union.

Au **paragraphe 7**, le Conseil de sécurité note qu'il :

Sait bien que certains États pourront avoir besoin d'aide pour appliquer les dispositions de la présente résolution sur leur territoire, et invite les États qui en ont les moyens à offrir leur concours, selon qu'il conviendra, en réponse aux différentes demandes des États qui ne disposeront pas de l'infrastructure juridique et réglementaire, de l'expérience pratique ou des ressources nécessaires pour se conformer aux dispositions énoncées ci-dessus.

La Hongrie est consciente que certains États peuvent avoir besoin d'aide pour appliquer les dispositions de cette résolution sur leur territoire. Elle est prête à partager avec d'autres son expérience en ce qui concerne l'organisation et le maintien de contrôles efficaces des articles et technologies nucléaires, biologiques, chimiques ou à double usage.

Au **paragraphe 8**, le Conseil de sécurité :

Demande à tous les États :

a) De promouvoir l'adoption universelle et l'application intégrale et, au besoin, le renforcement des traités multilatéraux auxquels ils sont parties qui ont pour objet d'empêcher la prolifération d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques.

À cette fin, la Hongrie participe à la mise en œuvre des initiatives et positions communes de l'Union européenne sur l'universalisation et la pleine application des principaux accords multilatéraux de non-prolifération, notamment la Convention sur les armes chimiques, la Convention sur les armes biologiques et le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

En 2011, l'Autorité hongroise de l'énergie atomique et les organismes qui lui fournissent un appui technique ont tenu, à l'intention des experts du Centre national égyptien pour la sécurité nucléaire et le contrôle des rayonnements, un atelier sur les garanties nucléaires financé par l'Union européenne et organisé en partenariat avec la Hongrie. Un autre projet financé par l'Union européenne portait sur la fourniture d'une assistance pour le lancement de la coopération au développement et au renforcement des capacités de l'Agence égyptienne de l'énergie atomique et de son Centre national pour la sécurité nucléaire et le contrôle des rayonnements. La Hongrie a aidé l'Égypte à améliorer son système de contrôle comptable des matières nucléaires et à élaborer un système national de contrôle et de garanties. L'importance de l'adhésion au protocole additionnel à l'accord de garanties conclu avec l'AIEA a également été soulignée.

Au **paragraphe 8**, le Conseil de sécurité :

Demande à tous les États :

[...]

- b) D'adopter, s'ils ne l'ont pas encore fait, des règles et réglementations nationales visant à garantir le respect des engagements souscrits en vertu des principaux traités multilatéraux de non-prolifération.

Mesures prises

Les mesures prises comprennent l'adoption de la loi C de 2012 réprimant et interdisant *ipso facto*, dans le Code pénal, la commission d'actes contraires aux traités internationaux pertinents par des acteurs non étatiques ; la publication du décret-loi n° 12/1970 portant ratification puis promulgation du Traité de non-prolifération nucléaire par la Hongrie ; l'adoption de la loi CIV de 1997 portant ratification puis promulgation de la Convention sur les armes chimiques ; la publication du décret-loi n° 11/1975 portant ratification puis promulgation de la Convention sur les armes biologiques.

On peut également citer la loi CXVI de 1996 sur l'énergie atomique, le décret-loi n° 9/1972 portant promulgation de l'accord conclu entre la Hongrie et l'AIEA concernant l'application de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la loi XC de 1999 sur la conclusion d'un protocole additionnel (signé en 1998) à l'accord, le décret gouvernemental n° 13/2011 relatif aux autorisations de commerce extérieur de biens à double usage, le décret gouvernemental n° 144/2011 relatif à la réglementation du commerce international de matières nucléaires et de biens nucléaires à double usage, la loi LXXXII de 2006 portant promulgation de l'accord de garanties trilatéral Euratom-AIEA-Hongrie assorti d'un protocole additionnel, ainsi que l'accord et son protocole additionnel concernant l'application des alinéas 1) et 4) de l'article III du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Au **paragraphe 8**, le Conseil de sécurité :

Demande à tous les États :

[...]

- c) De renouveler et de concrétiser leur engagement en faveur de la coopération multilatérale, en particulier dans le cadre de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes biologiques et à toxines et sur leur destruction, qui sont des moyens importants de poursuivre et d'atteindre leurs objectifs communs dans le domaine de la non-prolifération et de promouvoir la coopération internationale à des fins pacifiques.

Mesures prises

La Hongrie continue d'appuyer entièrement les objectifs et les activités de l'AIEA en sa qualité d'État partie et en tant que membre du Conseil des gouverneurs. La Hongrie a lancé un programme d'appui pour renforcer le système des garanties de l'AIEA. Elle continue d'appuyer sans réserve les objectifs et activités de l'OIAC en sa qualité d'État partie, mais également lorsqu'elle siège au Conseil exécutif, comme ce fut le cas entre 2001 et 2003, puis entre 2011 et 2013). La Hongrie est en outre très attachée au renforcement de la Convention sur les armes biologiques. Elle a activement participé à la mise au point d'un processus de suivi pour promouvoir la tenue de négociations dans la perspective de l'adoption d'un mécanisme de vérification de l'application de la Convention. Elle a assuré la vice-présidence de la septième et la présidence de la huitième Conférence d'examen des États parties à la Convention sur les armes biologiques. C'est traditionnellement la Hongrie qui présente le projet de résolution relatif à la Convention sur les armes biologiques

devant la Première Commission de l'Assemblée générale. Elle a présidé la réunion plénière des États parties au Code de conduite de La Haye en 2008, puis celle du Groupe des fournisseurs nucléaires en 2009.

Au **paragraphe 8**, le Conseil de sécurité :

Demande à tous les États :

[...]

d) D'élaborer des moyens appropriés de collaborer avec l'industrie et le public et de les informer des obligations que leur imposent les lois en question.

Mesures prises

Entre autres mesures, on peut citer l'établissement de relations de travail étroites avec les milieux industriels, grâce à des comités associant pouvoirs publics et industriels et l'organisation de séminaires et d'ateliers de sensibilisation. Le Gouvernement fournit une aide et des conseils à l'industrie et aux universités pour qu'ils puissent s'acquitter de leurs obligations au titre des traités internationaux auxquels la Hongrie est partie. Les informations pertinentes sont régulièrement diffusées sur les sites Web du Gouvernement ou dans des publications et des brochures. La Hongrie participe à la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive.

En outre, l'Autorité hongroise de l'énergie atomique et le Département du commerce, de l'industrie de la défense, du contrôle des exportations et de l'analyse des métaux précieux entretiennent des contacts réguliers avec les principaux titulaires d'autorisations d'exportation et d'importation de produits nucléaires ainsi qu'avec d'autres parties prenantes, telles que les universités et les laboratoires de recherche.

Au **paragraphe 9**, le Conseil de sécurité :

Demande à tous les États de promouvoir le dialogue et la coopération dans le domaine de la non-prolifération, de façon à apporter des réponses à la menace que constitue la prolifération des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou de leurs vecteurs.

La Hongrie continue de promouvoir le dialogue et la coopération sur la non-prolifération au sein de diverses instances, afin de contrer la menace que représente la prolifération des armes nucléaires, chimiques ou biologiques et de leurs vecteurs.

Au **paragraphe 10**, le Conseil de sécurité :

Demande à tous les États, comme autre moyen de contrer cette menace, d'agir de concert, avec l'aval de leurs autorités judiciaires, dans le respect de leur législation et du droit international, pour empêcher le trafic des armes nucléaires, chimiques ou biologiques, de leurs vecteurs et des éléments connexes.

Mesures prises

La Hongrie entretient régulièrement des contacts directs avec les autres États et leurs autorités respectives, avec lesquels elle collabore afin d'atteindre les objectifs fixés dans la résolution [1540 \(2004\)](#). Lors du Sommet sur la sécurité nucléaire qui s'est tenu à Séoul en 2012, la Hongrie a proposé d'organiser à titre gracieux, en collaboration avec l'AIEA, des séances de formation pratique dans le domaine de la protection physique des installations nucléaires, des matières nucléaires et des autres matières radioactives.

En 2014, le projet d'application des contrôles aux échanges de nature stratégique, lancé et géré par l'Organisation mondiale des douanes, a été mis en place avec la participation active de la Hongrie. Axée sur le renforcement du contrôle des échanges de nature stratégique (articles à double usage et armes classiques), l'opération Cosmo a facilité le dialogue international sur les procédures douanières et permis de se pencher sur les difficultés rencontrées, d'analyser les principaux faits observés et de recenser les bonnes pratiques.

On trouvera dans la matrice ci-jointe de plus amples informations sur l'application de la résolution [1540 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité par le Gouvernement hongrois*.

* Le document joint est distribué uniquement dans la langue de l'original et n'a pas été revu par les services d'édition.

Enclosure

Approved 1540 Committee matrix of Hungary

The information in the matrices originates primarily from national reports and is complemented by official government information, including that made available to inter-governmental organizations. The matrices are prepared under the direction of the 1540 Committee.

The 1540 Committee intends to use the matrices as a reference tool for facilitating technical assistance and to enable the Committee to continue to enhance its dialogue with States on their implementation of Security Council Resolution 1540.

The matrices are not a tool for measuring compliance of States in their non-proliferation obligations but for facilitating the implementation of Security Council Resolutions [1540 \(2004\)](#), [1673 \(2006\)](#), [1810 \(2008\)](#) and [1977 \(2011\)](#). They do not reflect or prejudice any ongoing discussions outside of the Committee, in the Security Council or any of its organs, of a State's compliance with its non-proliferation or any other obligations. Information on voluntary commitments is for reporting purpose only and does not constitute in any way a legal obligation arising from resolution 1540 or its successive resolutions.

OP 1 and related matters from OP 5, OP 6, OP 8 (a), (b), (c) and OP 10

			State:	Hungary
			Date	(date)
<i>Legally binding instruments, organizations, codes of conduct, arrangements, statements and other issues.</i>			<i>Remarks (information refers to the page of the English version of the national report or an official website)</i>	
	<i>YES</i>	<i>If YES, relevant information (i.e. signing, accession, ratification, etc)</i>		
1 Nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT)	X	Deposit: 27 May 1969		
2 Nuclear Weapons Free Zone/Protocol(s)				
3 Convention for the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism	X	Signature: 14 Sep 2005		
4 Convention on Physical Protection of Nuclear Material (CPPNM)	X	Deposit: 04 May 1984		
5 2005 Amendment to the CPPNM	X	Ratification: 04 Dec 2008		
6 Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty (CTBT) (not in force)	X	Deposit: 13 July 1999		
7 Chemical Weapons Convention (CWC)	X	Deposit: 31 October 1996		
8 Biological Weapons Convention (BWC)	X	Deposit: 27 December 1972		
9 Geneva Protocol of 1925	X	Deposit: 11 October 1952		
10 Other Conventions/Treaties	X	1. EURATOM Treaty 2. More 12 UN Conventions and Protocols on Terrorism 3. Global Initiative to combat Nuclear Terrorism 4. Amendment to the Convention of the Physical Protection of Nuclear Material 5. State party to 14 of the 19 universal legal instruments against terrorism, including the following relevant to resolution 1540 (2004) : a. International Convention for the Suppression of Terrorist Bombings (13 November 2001)		

<i>Legally binding instruments, organizations, codes of conduct, arrangements, statements and other issues.</i>		<i>YES</i>	<i>If YES, relevant information (i.e. signing, accession, ratification, etc)</i>	<i>Remarks (information refers to the page of the English version of the national report or an official website)</i>
b. International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism (14 October 2002)				
11	International Atomic Energy Agency (IAEA)	X	Since 8 August 1957	
12	Hague Code of Conduct (HCOC)	X	Subscribe: 25 November 2002	
13	Other Arrangements	X	1. NSG since 1978 2. MTCR since 1993 3. ZC 1974 4. AG since 1992 5. WA since 12 December 1995 6. Proliferation Security Initiative 31 May 2003 7. Global Initiative to Combat Nuclear Terrorism (GICNT)	
14	General statement on non-possession of WMD	X	Is a party to the NPT, CWC, BWC as a non-possessor State	
15	General statement on commitment to disarmament and non-proliferation	X	National Security Strategy EU Strategy for Preventing the Proliferation of WMD	
16	General statement on non-provision of WMD and related materials to non-State actors	X	State reports that it does not provide any form of support to non-State actors	
17	Other ¹	X	1. Outer Space, deposit: 26 June 1967 2. Sea-Bed Treaty, deposit: 18 November 1975 3. Open skies, deposit: 24 March 1992 4. Organisation for Security and Cooperation in Europe (OSCE) 5. European Union (EU) 6. Council of Europe Committee of Experts on the Evaluation of Anti-Money Laundering Measures and the Financing of Terrorism (MONEYVAL)	

<i>Legally binding instruments, organizations, codes of conduct, arrangements, statements and other issues.</i>	<i>YES</i>	<i>If YES, relevant information (i.e. signing, accession, ratification, etc)</i>	<i>Remarks (information refers to the page of the English version of the national report or an official website)</i>
		7. INTERPOL	
		8. World Customs Organization (WCO), and signed WCO Declaration on implementation of Framework of Standards to secure and facilitate global trade (SAFE Framework of Standards)	

¹ Including, as appropriate, information with regard to membership in relevant international, regional or subregional organizations.

OP 2 — Nuclear Weapons (NW), Chemical Weapons (CW) and Biological Weapons (BW)

					State:		Hungary		
					Date		(date)		

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document of national implementation law	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
3	possess	X	X	X	NW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3); Law-Decree 12/1970 on NPT CW: Act CIV of 1997 on CWC BW: Law-Decree 11/1975 on BWC	X	X	X	NW: Penal Code Section 252 (Crimes in connection with nuclear energy), Section 250 (Misuse of Radioactive Substance)	
									CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison)	
									NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention), Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention,) Section 327 (Violation of International Economic Restrictions), Section 314–315 (Act of Terrorism), Section 318 (Financing Terrorism), Section 329 (Criminal Misuse of Military Items and Services)	
4	stockpile/store	X	X	X	NW: Law-Decree 12/1970 on NPT CW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Act CIV of 1997 on CWC BW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Law-Decree 11/1975 on BWC				NW: Penal Code Section 252 (Crimes in connection with nuclear energy), Section 250 (Misuse of Radioactive Substance)	
									CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison)	
									NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012), Section 314–315 (Act of Terrorism), Section 318 (Financing Terrorism)	
									NW: Penal Code Section 250 (Misuse of Radioactive Substance), Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention)	

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document of national implementation law	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
5	develop	X	X	X	NW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Law-Decree 12/1970 on NPT CW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Act CIV of 1997 on CWC BW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Law-Decree 11/1975 on BWC	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention), Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention), Section 327 (Violation of International Economic Restrictions), Section 314–315 (Act of Terrorism), Section 318 (Financing Terrorism), Section 329 (Criminal Misuse of Military Items and Services) NW: Penal Code Section 252 (Crimes in connection with nuclear energy), Section 250 (Misuse of Radioactive Substance) CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison)	
6	transport	X			NW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Law-Decree 12/1970 on NPT CW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Act CIV of 1997 on CWC BW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Law-Decree 11/1975 on BWC, Law-Decree 12/1970 on NPT CPPNM	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention), Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention), Section 327 (Violation of International Economic Restrictions), Section 314–315 (Act of Terrorism), Section 318 (Financing Terrorism), Section 329 (Criminal Misuse of Military Items and Services), Section 330 (Criminal Misuse of Dual Use Items) NW: Penal Code Section 252 (Crimes in connection with nuclear energy), Section 250 (Misuse of Radioactive Substance) CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison)	

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document of national implementation law	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
7	transfer	X	X	X	NW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Law-Decree 12/1970 on NPT CW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Act CIV of 1997 on CWC BW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Law-Decree 11/1975 on BWC	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention), Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention), Section 327 (Violation of International Economic Restrictions), Section 314–315 (Act of Terrorism), Section 318 (Financing Terrorism), Section 329 (Criminal Misuse of Military Items and Services), Section 330 (Criminal Misuse of Dual Use Items) NW: Penal Code Section 252 (Crimes in connection with nuclear energy), Section 250 (Misuse of Radioactive Substance) CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison)	
8	use	X	X	X	NW: Law-Decree 12/1970 on NPT CW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Act CIV of 1997 on CWC BW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Law-Decree 11/1975 on BWC	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention), Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention), Section 327 (Violation of International Economic Restrictions), Section 314–315 (Act of Terrorism), Section 318 (Financing Terrorism), Section 329 (Criminal Misuse of Military Items and Services) NW: Penal Code Section 252 (Crimes in connection with nuclear energy), Section 250 (Misuse of Radioactive Substance) CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison)	

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document of national implementation law	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
9	participate as an accomplice in above-mentioned activities	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 12-14 (Perpetrator is a person who realizes the legal facts of a crime. Coprincipals are the persons who jointly realize the legal facts of an intentional crime, in awareness of each other's activities. Abettor is a person who intentionally persuades another person to perpetrate a crime. Accessory is who intentionally grants assistance for perpetration of a crime. The item of punishment established for the perpetrators shall also be applied for accomplices.)	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention), Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention), Section 327 (Violation of International Economic Restrictions), Section 329 (Criminal Misuse of Military Items and Services), Section 330 (Criminal Misuse of Dual Use Items), Section 314–315 (Act of Terrorism), Section 318 (Financing Terrorism) NW: Section 250 (Misuse of Radioactive Substance) CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison)	
10	assist in above-mentioned activities	X	X	X	NW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3) NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 12-14 (Perpetrator is a person who realizes the legal facts of a crime. Coprincipals are the persons who jointly realize the legal facts of an intentional crime, in awareness of each other's activities. Abettor is a person who intentionally persuades another person to perpetrate a crime. Accessory is who intentionally grants assistance for perpetration of a crime. The item of punishment established for the perpetrators shall also be applied for accomplices.)	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention) Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention) Section 327 (Violation of International Economic Restrictions) Penal Code Section 329 (Criminal Misuse of Military Items and Services). CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison)	

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks	
		YES			If YES, source document of national implementation law	YES			If YES, source document		
		NW	CW	BW		NW	CW	BW			
					CW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Act CIV of 1997 on CWC						
					BW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Law-Decree 11/1975 on BWC						
11	finance above-mentioned activities	X	X	X	NW, CW, BW: Act LII of 2017 on the implementation of financial and asset restraint measures imposed by the European Union and the UN Security Council	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 314–315 (Act of Terrorism), Section 318 (Financing Terrorism)		
					NW: Law-Decree 12/1970 on NPT						
12	above-mentioned activities related to means of delivery ²	X	X	X	NW: Law-Decree 12/1970 on NPT	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention) Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention) Section 327 (Violation of International Economic Restrictions), Section 329 (Criminal Misuse of Military Items and Services), Section 330 (Criminal Misuse of Dual Use Items)		
					CW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Act CIV of 1997 on CWC				CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison))		
					BW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Law-Decree 11/1975 on BWC						
13	involvement of non-State actors in above-mentioned activities	X	X	X	NW: Law-Decree 12/1970 on NPT	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention) Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention) Section 327 (Violation of International Economic Restrictions), Section 314–315 (Act of Terrorism), Section 318 (Financing Terrorism), Section 329 (Criminal Misuse of		
					CW: Fundamental Law of Hungary, Article Q (2), (3), Act CIV of 1997 on CWC						
					BW: Law-Decree 11/1975 on BWC						

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document of national implementation law	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
14	Other		X	X	CW: Government Decree 212/1998 on the Implementation of Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision BW: Government Decree 21/2013 on the Implementation Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision NW, CW, BW: Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods, Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings, Act CIX of 2005 on the licensing of the production of military goods and of military service provision		X	X	Military Items and Services), Section 330 (Criminal Misuse of Dual Use Items) CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison) CW, BW: administrative, financial penalty: Government Office of the Capital City Budapest as authority	

² Means of delivery: missiles, rockets and other unmanned systems capable of delivering nuclear, chemical, or biological weapons, that are specially designed for such use.

OP 3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect NW, CW and BW, including Related Materials³

		State:			Hungary					
		Date			(date)					
Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
1	Measures to account for production	X	X	X	NW: 1.) Act CXVI of 1996 on Atomic Energy, Section 16§ 2.) Government Decree 112/2011. (VII. 4.) on the scope of activities of the Hungarian Atomic Energy Authority in connection with its international obligations including the European Union, its authority and penalizing rights, the assignments of its co-authorities and on the Scientific Committee assisting the HAEA’s activity (Regulation for establishing an authorization system, responsibilities of the operator, inspection and enforcement) 3.) Ministerial decree 11/2010. (III.4.) KHEM issued by the Minister of transport, telecommunication and energy on the rules of accountancy for and control of radioactive materials, and on the corresponding data provisions 4.) Ministerial decree 7/2007. (III. 6.) IRM on the rules of accountancy for and control of nuclear material CW: 1. Act XXV of 2000 on Chemical Safety	X	X	X	NW: 1. Penal Code Section 250 (Misuse of Radioactive Substance), Section 251 (Illegal Operation of Nuclear Facilities), Section 252 (Crimes in Connection with Nuclear Energy) 2. Act CXVI of 1996 on Atomic Energy 3. Government Decree 112/2011. (VII. 4.) on the scope of activities of the Hungarian Atomic Energy Authority in connection with its international obligations including the European Union, its authority and penalizing rights, the assignments of its co-authorities and on the Scientific Committee assisting the HAEA’s activity (Regulation for establishing an authorization system, responsibilities of the operator, inspection and enforcement) CW: 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison), Section 248 (Violation of Waste Management Regulations), Section 361 (Violation of Epidemic Control Regulations), Section 189 (Misuse of noxious articles), 2. Government Decree 212/1998. (XII. 24.) on the “Implementation of Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?	National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
	YES				YES				
	NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
				2. Act CXXVII. of 2011 on prevention of catastrophes				Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision	
				3. Government Decree 212/1998. (XII. 24.) on the “Implementation of Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision				BW: The ECDC has established a biorisk export group project in addition to coordinating “laboratory biosafety and biosecurity efforts across Europe” as part of its Microbiology Cooperation — Biosafety mission and project	
				BW: 1. Regulation (EC) 851/2004 of the European Parliament and the Council of 21 April 2004 on establishing the European Center for Disease Prevention and Control (ECDC), Article 3 defines the mission to include identification and assessment of emerging threats, including the collection of relevant data and coordinate public health services surveillance network				1. Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison), Section 248 (Violation of Waste Management Regulations), Section 361 (Violation of Epidemic Control Regulations)	
				2. Decree 61/1999 issued by the Ministry of Health on the protection of workers from the risks related to biological agents contains provisions for registry, obligatory medical supervision and control, appropriate protective measures for industry and laboratories, venues and processes dealing with biological agents				2. The public health authority monitors and evaluates the state of public health and epidemiology of communicable and non-communicable diseases	
				3. Government Decree 385/2016 on the duties and tasks of the government				3. The Hungarian Academy of Science has introduced rules and regulations to ensure the physical protection of the research institutes and to prevent unauthorized access and removal of pathogenic or toxic material from laboratory sites	
								4. Government Decree 21/2013 on the Implementation Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision (This order to be followed for fields below)	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks	
		YES				YES					
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document		
					offices and local (district) offices and designation of the public health authority						
					4. Government Decree 21/2013 on the Implementation Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision						
					(This order to be followed for fields below)						
2	Measures to account for use	X	X	X	NW: 1.) Act CXVI of 1996 on Atomic Energy, Section 16§ 2.) Government Decree 112/2011. (VII. 4.) on the scope of activities of the Hungarian Atomic Energy Authority in connection with its international obligations including the European Union, its authority and penalizing rights, the assignments of its co-authorities and on the Scientific Committee assisting the HAEA’s activity (Regulation for establishing an authorization system, responsibilities of the operator, inspection and enforcement) 3.) Ministerial decree 11 /2010. (III.4.) KHEM issued by the Minister of transport, telecommunication and energy	X	X	X	NW: 1. Penal Code Section 250 (Misuse of Radioactive Substance), Section 251 (Illegal Operation of Nuclear Facilities), Section 252 (Crimes in Connection with Nuclear Energy) 2. Act CXVI of 1996 on Atomic Energy 3. Government Decree 112/2011. (VII. 4.) on the scope of activities of the Hungarian Atomic Energy Authority in connection with its international obligations including the European Union, its authority and penalizing rights, the assignments of its co-authorities and on the Scientific Committee assisting the HAEA’s activity (Regulation for establishing an authorization system, responsibilities of the operator, inspection and enforcement)		

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?	National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
	YES				YES				
	NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
				on the rules of accountancy for and control of radioactive materials, and on the corresponding data provisions 4.) Ministerial decree 7/2007. (III. 6.) IRM on the rules of accountancy for and control of nuclear material CW: 1. Act XXV of 2000 on Chemical Safety 2. Act CXXVII. of 2011 on prevention of catastrophes 3. Government Decree 212/1998. (XII. 24.) on the “Implementation of Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision” BW: 1. Regulation (EC) 851/2004 of the European Parliament and the Council of 21 April 2004 on establishing the European Center for Disease Prevention and Control (ECDC), Article 3 defines the mission to include identification and assessment of emerging threats, including the collection of relevant data and coordinate public health services surveillance network 2. Decree 61/1999 issued by the Ministry of Health on the protection of				CW: 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison), Section 248 (Violation of Waste Management Regulations), Section 361 (Violation of Epidemic Control Regulations), Section 189 (Misuse of noxious articles) 2. Government Decree 212/1998. (XII. 24.) on the “Implementation of Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision” BW: The ECDC has established a biorisk export group project in addition to coordinating “laboratory biosafety and biosecurity efforts across Europe” as part of its Microbiology Cooperation — Biosafety mission and project 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison), Section 248 (Violation of Waste Management Regulations), Section 361 (Violation of Epidemic Control Regulations) 2. The public health authority monitors and evaluates the state of public health and epidemiology of communicable and non-communicable diseases 3. The Hungarian Academy of Science has introduced rules and regulations to ensure the physical protection of the research institutes and to prevent unauthorized access and	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?	National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
	YES				YES				
	NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
				workers from the risks related to biological agents contains provisions for registry, obligatory medical supervision and control, appropriate protective measures for industry and laboratories, venues and processes dealing with biological agents 3. Government Decree 385/2016 on the duties and tasks of the government offices and local (district) offices and designation of the public health authority 4. Government Decree 21/2013 on the Implementation Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision				removal of pathogenic or toxic material from laboratory sites 4. Government Decree 21/2013 on the Implementation Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision	
3 Measures to account for storage	X	X	X	NW: 1.) Act CXVI of 1996 on Atomic Energy, Section 16§ 2.) Government Decree 112/2011. (VII. 4.) on the scope of activities of the Hungarian Atomic Energy Authority in connection with its international obligations including the European Union, its authority and penalizing rights, the assignments of its co-authorities and on the Scientific Committee assisting the HAEA’s activity (Regulation for establishing an	X	X	X	NW: 1. Penal Code Section 250 (Misuse of Radioactive Substance), Section 251 (Illegal Operation of Nuclear Facilities), Section 252 (Crimes in Connection with Nuclear Energy) 2. Act CXVI of 1996 on Atomic Energy 3. Government Decree 112/2011. (VII. 4.) on the scope of activities of the Hungarian Atomic Energy Authority in connection with its international obligations including the	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?	National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
	YES				YES				
	NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
				authorization system, responsibilities of the operator, inspection and enforcement) 3.) Ministerial decree 11 /2010. (III.4.) KHEM issued by the Minister of transport, telecommunication and energy on the rules of accountancy for and control of radioactive materials, and on the corresponding data provisions 4.) Ministerial decree 7/2007. (III. 6.) IRM on the rules of accountancy for and control of nuclear material CW: 1. Act XXV of 2000 on Chemical Safety 2. Act CXXVII. of 2011 on prevention of catastrophes 3. Government Decree 212/1998. (XII. 24.) on the “Implementation of Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision” BW: 1. Regulation (EC) 851/2004 of the European Parliament and the Council of 21 April 2004 on establishing the European Center for Disease Prevention and Control (ECDC), Article 3 defines the mission to include identification and assessment of emerging threats,				European Union, its authority and penalizing rights, the assignments of its co-authorities and on the Scientific Committee assisting the HAEA’s activity (Regulation for establishing an authorization system, responsibilities of the operator, inspection and enforcement) CW: 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison), Section 248 (Violation of Waste Management Regulations), Section 361 (Violation of Epidemic Control Regulations) Section 189 (Misuse of noxious articles) 2. Government Decree 212/1998. (XII. 24.) on the “Implementation of Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision” BW: The ECDC has established a biorisk export group project in addition to coordinating “laboratory biosafety and biosecurity efforts across Europe” as part of its Microbiology Cooperation — Biosafety mission and project 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison) Section 248 (Violation of Waste Management Regulations) Section 361 (Violation of Epidemic Control Regulations) 2. The public health authority monitors and evaluates the state of public health and	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					including the collection of relevant data and coordinate public health services surveillance network				epidemiology of communicable and non-communicable diseases	
					2. Decree 61/1999 issued by the Ministry of Health on the protection of workers from the risks related to biological agents contains provisions for registry, obligatory medical supervision and control, appropriate protective measures for industry and laboratories, venues and processes dealing with biological agents				3. The Hungarian Academy of Science has introduced rules and regulations to ensure the physical protection of the research institutes and to prevent unauthorized access and removal of pathogenic or toxic material from laboratory sites	
					3. Government Decree 385/2016 on the duties and tasks of the government offices and local (district) offices and designation of the public health authority				4. Government Decree 21/2013 on the Implementation Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision	
					4. Government Decree 21/2013 on the Implementation Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision					
4	Measures to account for transport	X	X	X	NW: 1.) Act CXVI of 1996 on Atomic Energy, Section 16§ 2.) Government Decree 112/2011. (VII. 4.) on the scope of activities of the Hungarian Atomic Energy Authority in connection with its international obligations including the European	X	X	X	NW: 1. Penal Code Section 250 (Misuse of Radioactive Substance), Section 251 (Illegal Operation of Nuclear Facilities), Section 252 (Crimes in Connection with Nuclear Energy)	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
					Union, its authority and penalizing rights, the assignments of its co-authorities and on the Scientific Committee assisting the HAEA’s activity (Regulation for establishing an authorization system, responsibilities of the operator, inspection and enforcement) 3.) Ministerial decree 11 /2010. (III.4.) KHEM issued by the Minister of transport, telecommunication and energy on the rules of accountancy for and control of radioactive materials, and on the corresponding data provisions 4.) Ministerial decree 7/2007. (III. 6.) IRM on the rules of accountancy for and control of nuclear material <i>CW, BW: Directive (EC) 68/2008 of the European Parliament and the Council of 24 September 2008</i> 5.) <i>Governmental Decree 34/2009. promulgated the provisions of Council Directive 2006/117/Euratom of 20 November 2006 on the supervision and control of shipments of radioactive waste and spent fuel</i>				2. Act CXVI of 1996 on Atomic Energy 3.) Government Decree 112/2011. (VII. 4.) on the scope of activities of the Hungarian Atomic Energy Authority in connection with its international obligations including the European Union, its authority and penalizing rights, the assignments of its co-authorities and on the Scientific Committee assisting the HAEA’s activity (Regulation for establishing an authorization system, responsibilities of the operator, inspection and enforcement) <i>CW, BW: Party to ADR and RID agreements</i>	
5	Other measures for accounting	X		X	NW: 1. Council Directives 2003/122/EURATOM 2. Directive 96/29/EURATOM <i>BW: 1. Government Decree 21/2013 on the Implementation Declaration</i>	X			<i>BW: Government Decree 21/2013 on the Implementation Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological</i>	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks		
		YES				YES						
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document			
					<i>Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision</i>				<i>(Biological) and Toxin Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision</i>			
6	Measures to secure production	X	X	X	NW: 1. Act CXVI of 1996 on atomic energy, Section 17 and Sections 30–32 2. <i>Government Decree 190/2011. (IX. 19.) on physical protection requirements for various applications of atomic energy and the corresponding system of licensing, reporting and inspection</i> CW: 1. Act XXV of 2000 on Chemical Safety 2. Act CXXVII. of 2011 on prevention of catastrophes BW: 1. Decree 61/1999 issued by the Ministry of Health on the protection of workers from the risks related to biological agents contains provisions for registry, obligatory medical supervision and control, appropriate protective measures for industry and laboratories, venues and processes dealing with biological agents 2. Act CXXVII. of 2011 on prevention of catastrophes	X	X	X	1. Penal Code, Sections 250 (Misuse of radioactive substances), Section 251 (Misuse of the operation of nuclear facilities) and Section 252 (Misuse of the application of nuclear energy) 2. Act CXVI of 1996 on atomic energy, Section 48. (1) The licensee of a nuclear facility shall be liable for all nuclear damage defined pursuant to this Act. CW: 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison) Section 248 (Violation of Waste Management Regulations) Section 361 (Violation of Epidemic Control Regulations) Section 189 (Misuse of noxious articles) BW: The ECDC has established a biorisk export group project in addition to coordinating “laboratory biosafety and biosecurity efforts across Europe” as part of its Microbiology Cooperation — Biosafety mission and project 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison) Section 248 (Violation of Waste Management Regulations) Section 361 (Violation of Epidemic Control Regulations)			

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
7	Measures to secure use	X	X	X	NW: 1. Act CXVI of 1996 on atomic energy, Section 17 and Sections 30–32 2. Government Decree 190/2011. (IX. 19.) on physical protection requirements for various applications of atomic energy and the corresponding system of licensing, reporting and inspection CW: 1. Act XXV of 2000 on Chemical Safety 2. Act CXXVII. of 2011 on prevention of catastrophes BW: 1. Decree 61/1999 issued by the Ministry of Health on the protection of workers from the risks related to biological agents contains provisions for registry, obligatory medical supervision and control, appropriate protective measures for industry and laboratories, venues and processes dealing with biological agents	X	X	X	2. The public health authority monitors and evaluates the state of public health and epidemiology of communicable and non-communicable diseases 3. The Hungarian Academy of Science has introduced rules and regulations to ensure the physical protection of the research institutes and to prevent unauthorized access and removal of pathogenic or toxic material from laboratory sites 1. Penal Code, Sections 250 (Misuse of radioactive substances), Section 251 (Misuse of the operation of nuclear facilities) and Section 252 (Misuse of the application of nuclear energy) 2. Act CXVI of 1996 on atomic energy, Section 48. (1) The licensee of a nuclear facility shall be liable for all nuclear damage defined pursuant to this Act. CW: 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison) Section 248 (Violation of Waste Management Regulations) Section 361 (Violation of Epidemic Control Regulations) Section 189 (Misuse of noxious articles) BW: The ECDC has established a biorisk export group project in addition to coordinating “laboratory biosafety and biosecurity efforts across Europe” as part of its Microbiology Cooperation — Biosafety mission and project	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES			If YES, source document	YES			If YES, source document	
		NW	CW	BW		NW	CW	BW		
					2. Act CXXVIII of 2011 on prevention of catastrophes				1. Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison) Section 248 (Violation of Waste Management Regulations) Section 361 (Violation of Epidemic Control Regulations) 2. The public health authority monitors and evaluates the state of public health and epidemiology of communicable and non-communicable diseases 3. The Hungarian Academy of Science has introduced rules and regulations to ensure the physical protection of the research institutes and to prevent unauthorized access and removal of pathogenic or toxic material from laboratory sites	
8	Measures to secure storage	X	X	X	NW: 1. Act CXVI of 1996 on atomic energy, Section 17 and Sections 30–32 2. Government Decree 190/2011. (IX. 19.) on physical protection requirements for various applications of atomic energy and the corresponding system of licensing, reporting and inspection CW: 1. Act XXV of 2000 on Chemical Safety 2. Act CXXVII. of 2011 on prevention of catastrophes BW: 1. Decree 61/1999 issued by the Ministry of Health on the protection of workers from the risks related to biological agents contains provisions for registry, obligatory medical supervision	X	X	X	1. Penal Code, Sections 250 (Misuse of radioactive substances), Section 251 (Misuse of the operation of nuclear facilities) and Section 252 (Misuse of the application of nuclear energy) 2. Act CXVI of 1996 on atomic energy, Section 48. (1) The licensee of a nuclear facility shall be liable for all nuclear damage defined pursuant to this Act. CW: 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison) Section 248 (Violation of Waste Management Regulations) Section 361 (Violation of Epidemic Control Regulations) Section 189 (Misuse of noxious articles) BW: The ECDC has established a biorisk export group project in addition to	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
					and control, appropriate protective measures for industry and laboratories, venues and processes dealing with biological agents 2. Act CXXVIII of 2011 on prevention of catastrophes					coordinating “laboratory biosafety and biosecurity efforts across Europe” as part of its Microbiology Cooperation — Biosafety mission and project 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 188 (Misuse of Poison) Section 248 (Violation of Waste Management Regulations) Section 361 (Violation of Epidemic Control Regulations) 2. The public health authority monitors and evaluates the state of public health and epidemiology of communicable and non-communicable diseases 3. The Hungarian Academy of Science has introduced rules and regulations to ensure the physical protection of the research institutes and to prevent unauthorized access and removal of pathogenic or toxic material from laboratory sites
9	Measures to secure transport	X	X	X	NW: 1. Council Directives 94/55/EEC and 96/49/EEC 2. Government Decree 190/2011. (IX. 19.) on physical protection requirements for various applications of atomic energy and the corresponding system of licensing, reporting and inspection NW, CW, BW: Directive (EC) 68/2008 of the European Parliament and the Council of 24 September 2008 CW, BW: 1. Decree 61/1999 issued by the Ministry of Health on the protection	X	X	X	NW: 1. Penal Code, Sections 250 (Misuse of radioactive substances) NW, CW, BW: Party to ADR and RID, IATA agreements	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
					of workers from the risks related to biological agents contains provisions for registry, obligatory medical supervision and control, appropriate protective measures for industry and laboratories, venues and processes dealing with biological agents					
					2. Act CXXVIII of 2011 on prevention of catastrophes					
					CW: Regulation (EC) 1272/2008 of the European Parliament and of the Council of 16 December 2008 on classification, labelling and packaging of substances and mixtures					
10	Other measures for securing		X		CW: Government Decree 18/2006 on the containing of the fallout from accidents involving dangerous substances BW: Act XIVII of 1997 on the management and protection of health relevant data and personal data			X	BW: Army Mobile Biological Laboratory Complex biosafety level 3 laboratory National Safety Laboratory: public health laboratory dealing with risk group 2/3/4 pathogens of public health importance and bioterrorism.	
11	Regulations for physical protection of facilities/ materials/ transports	X	X	X	NW: 1. Government Decree 190/2011. (IX. 19.) on physical protection requirements for various applications of atomic energy and the corresponding system of licensing, reporting and inspection 2. Government Decree 118/2011 on the nuclear safety requirements for nuclear facilities CW: Government Decree 219/2011 on the containing of the fallout from	X		X	NW: 1. Penal Code, Section 251 (Misuse of the operation of nuclear facilities) 2. Act CXVI of 1996 on atomic energy, Section 50. It will not be qualified as nuclear damage, and the licensee shall be liable for it in accordance with the Civil Code, if the damage a) was caused to the condition of the nuclear facility or to any property on the site of that	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
					accidents involving dangerous substances				facility, which is used or intended to be used in connection with that facility;	
					BW: 1. Directive (EC) 68/2008 of the European Parliament and the Council of 24 September 2008				b) was caused to the means of transport upon which the given nuclear material was placed at the time of the nuclear accident.	
					2. Decree 61/1999 issued by the Ministry of Health on the protection of workers from the risks related to biological agents contains provisions for registry, obligatory medical supervision and control, appropriate protective measures for industry and laboratories, venues and processes dealing with biological agents				BW: The Hungarian Academy of Science has introduced rules and regulations to ensure the physical protection of the research institutes and to prevent unauthorized access and removal of pathogenic or toxic material from laboratory sites	
					3. Act CXXVIII of 2011 on prevention of catastrophes					
12	Licensing/ registration of installations/ facilities/ persons/entities/ use/handling of materials	X	X	X	NW: 1. Council Directive 2006/117/Euratom of 20 November 2006 on the supervision and control of shipments of radioactive waste and spent fuel 2. Act CXVI of 1996 on atomic energy, Section 17, and Sections 30–32 3. Government Decree 112/2011. (VII. 4.) on the scope of activities of the Hungarian Atomic Energy Authority in connection with its international obligations including the European Union, its authority and penalizing rights, the assignments of its co-authorities and on the Scientific	X		X	NW: 1. Penal Code, Sections 250 (Misuse of radioactive substances), 251 (Misuse of the operation of nuclear facilities) and 252 (Misuse of the application of nuclear energy) 2. Act CXVI of 1996 on atomic energy, Section 48. (1) The licensee of a nuclear facility shall be liable for all nuclear damage defined pursuant to this Act BW: The Hungarian Academy of Science has introduced rules and regulations to ensure the physical protection of the research institutes and to prevent unauthorized access and removal of pathogenic or toxic material from laboratory sites	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?	National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
	YES				YES				
	NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
				Committee assisting the HAEA’s activity					
				4. Ministerial decree 7/2007. (III. 6.) IRM on the rules of accountancy for and control of nuclear material					
				5. Ministerial decree 11 /2010. (III.4.) KHEM issued by the Minister of transport, telecommunication and energy on the rules of accountancy for and control of radioactive materials, and on the corresponding data provisions					
				CW: Government Decree 212/1998 on the “Implementation of Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision”					
				BW: 1. Directive (EC) 2000/54 of the European Parliament and the Council of 18 September 2000					
				2. Decree 61/1999 issued by the Ministry of Health on the protection of workers from the risks related to biological agents contains provisions for registry, obligatory medical supervision and control, appropriate protective measures for industry and laboratories, venues and processes dealing with biological agents					

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties and others				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
3. Government Decree 21/2013 on Implementation Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision										
13	Reliability check of personnel	X			NW: Act CXVI of 1996 on atomic energy, Section 10. (1) Users of atomic energy are responsible for the safe application of atomic energy and compliance with safety requirements. (2) The licensee — in its scope of activity — is obliged to provide the technical, technological, financial and personnel conditions required for the safe use of atomic energy and for maintaining and developing safety)	X			NW: Act CXVI of 1996 on atomic energy, Section 48. (1) The licensee of a nuclear facility shall be liable for all nuclear damage defined pursuant to this Act	
14	Measures to account for/ secure/ physically protect means of delivery	X	X		NW: Act CXVI of 1996 on atomic energy Sections 30–32 CW: Act CIV of 1997 on CWC					

³ Related materials: materials, equipment and technology covered by relevant multilateral treaties and arrangements, or included on national control lists, which could be used for the design, development, production or use of nuclear, chemical and biological weapons and their means of delivery.

* Information required in this section may also be available in the State's Confidence Building Measures report, if submitted to the BWC Implementation Support Unit (online at: [http://www.unog.ch/80256EE600585943/\(httpPages\)/4FA4DA37A55C7966C12575780055D9E8?OpenDocument](http://www.unog.ch/80256EE600585943/(httpPages)/4FA4DA37A55C7966C12575780055D9E8?OpenDocument)).

OP 3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect NW including Related Materials (NW specific)

		State:		Hungary	
		Date		(date)	
Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others	
		YES	If YES, source document	YES	If YES, source document
					Remarks
1	National regulatory authority	X	NW: Government Decree 112/2011. (VII. 4.) on the scope of activities of the Hungarian Atomic Energy Authority in connection with its international obligations including the European Union, its authority and penalizing rights, the assignments of its co-authorities and on the Scientific Committee assisting the HAEA's activity	X	NW: Hungarian Atomic Energy Authority Government Decree 112/2011. (VII. 4.) on the scope of activities of the Hungarian Atomic Energy Authority in connection with its international obligations including the European Union, its authority and penalizing rights, the assignments of its co-authorities and on the Scientific Committee assisting the HAEA's activity
2	IAEA safeguards agreements	X	NW: 1. Safeguards Agreement in force 30 March 1972 2. Additional Protocol in force 04 April 2000 (Act XC of 1999) 3. The application of safeguards in Hungary under the bilateral NPT safeguards agreement INFCIRC/174, INFCIRC/174 Add.1. were suspended on 1 July 2007, on which date the agreement of 5 April 1973 between the non-nuclear-weapon States of EURATOM, EURATOM and the Agency (INFCIRC/193), to which Hungary had acceded, entered into force for Hungary.	X	NW: 1. Safeguards Agreement Accession 1 July 2007 — INFCIRC/193/Add.15 2. Additional Protocol Accession — 1 July 2007 INFCIRC/193/Add.16

	<i>Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW and Related Materials? Can violators be penalized?</i>	<i>National legal framework</i>		<i>Enforcement: civil/criminal penalties and others</i>		<i>Remarks</i>
		<i>YES</i>	<i>If YES, source document</i>	<i>YES</i>	<i>If YES, source document</i>	
3	IAEA Code of Conduct on the Safety and Security of Radioactive Sources	X	NW: Notification pursuant to GC(47)/RES/7.B		NW: Point of Contact for Import and Export — Hungarian Atomic Energy Authority (HAEA)	
4	Supplementary Guidance on the Import and Export of Radioactive Sources of the Code of Conduct on the Safety and Security of Radioactive Sources		NW: Notification pursuant to GC(48)/RES/10.D		NW: Point of Contact for Import and Export — Hungarian Atomic Energy Authority	
5	IAEA Database on Illicit Trafficking of Nuclear Materials and other Radioactive Sources	X	NW: IAEA information system on illicit trafficking and other unauthorized activities involving nuclear and radioactive materials	X	NW: State participating in the program, Point of Contact — Hungarian Atomic Energy Authority (HAEA)	
6	Other Agreements related to IAEA	X	NW: 1. Act LXXXVI of 2001 promulgating joint convention on the safety of spent fuel management and on the safety of radioactive waste management 2. INFCIRC/254/Rev.9/Part 1* November 7, 2007 Nuclear Export Guidelines			
7	Additional national legislation/regulations related to nuclear materials including CPPNM	X	NW: 1. Act I of 1997 promulgating the Convention on Nuclear Safety opened for signature in Vienna on September 20, 1994 2. Act LXXIV of 1999 on the organizational framework and supervision of catastrophe prevention and containment of the fallout from serious accidents involving dangerous substances			

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect NW and Related Materials? Can violators be penalized?	National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
	YES	If YES, source document	YES	If YES, source document	
		3. Government Decree n. 2 of 2001 on the containment of the fallout from serious accidents involving dangerous substances			
		4. Government Decree 190/2011. (IX. 19.) on physical protection requirements for various applications of atomic energy and the corresponding system of licensing, reporting and inspection			
8 Other					

OP 3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect CW including Related Materials (CW specific)

State:
Date

Hungary
(date)

			National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
			YES	If YES, source document	YES	If YES, source document	
1	National CWC authority	X		1. Government Decree 365/2016 on the designation of the Government Office of the Capital City Budapest as authority acting in certain industrial and commercial matters, and on the regional metrology and technical safety authorities 2. Government Decree 212/1998 on the Implementation of Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision	X	Government Decree 212/1998 on the Implementation of Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision	
2	Reporting Schedule I, II and III chemicals to OPCW	X		Government Decree 212/1998 on the Implementation of Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision	X	1. Act CIV of 1997 on CWC 2. Government Decree 212/1998 on the Implementation of Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision	
3	Account for, secure or physically protect “old chemical weapons”						
4	Other legislation/ regulations controlling chemical materials						

<i>Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect CW and Related Materials? Can violators be penalized?</i>	<i>National legal framework</i>		<i>Enforcement: civil/criminal penalties and others</i>		<i>Remarks</i>
	<i>YES</i>	<i>If YES, source document</i>	<i>YES</i>	<i>If YES, source document</i>	
5 Other					

OP 3 (a) and (b) — Account for/Secure/Physically protect BW including Related Materials (BW specific)

State: **Hungary**
Date (date)

<i>Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect BW and Related Materials? Can violators be penalized?</i>		<i>National legal framework</i>		<i>Enforcement: civil/criminal penalties and others</i>		<i>Remarks</i>
		<i>YES</i>	<i>If YES, source document</i>	<i>YES</i>	<i>If YES, source document</i>	
1	Regulations for genetic engineering work	X	1. Council Directive 90/219/EEC 2. Act 27 of 1998 on biotechnology activity	X	1. <i>Penal Code (Act C of 2012) Section 168 (Intervention into Human genome)</i> 2. The Hungarian Biotechnology Association condemns any form of research and development, which could potentially contribute to the development or proliferation of biological and toxin weapons of mass destruction.	
2	Other legislation/ regulations related to safety and security of biological materials	X	Council Directive 89/2016/EC Council Directive 89/391/EC			
3	Other					

Paragraph 3 (c) and (d) and related matters from paragraphs 6 and 10: controls of nuclear weapons, chemical weapons and biological weapons, including related materials

State: Hungary
Date

Hungary
(date)

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	Remarks
1	Border control	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Union Customs Code 2. Act CXXII of 2010 on the National Tax and Customs Administration 3. Government Decree 13 /2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods (transit) 4. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings (This order to be followed for fields below)	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention), Section 327 (Violation of International Economic Restrictions) 2. Act CXXII of 2010 on the National Tax and Customs Administration (This order to be followed for fields below)	
2	Technical support of border control measures				Union Code					

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	Remarks
3	Control of brokering, trading in, negotiating, otherwise assisting in sale of goods and technology	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 4. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	X	X	X	NW, CW, BW: Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods CW: Government Decree 212/1998 on the Implementation of Declaration Obligations Arising from the Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction and the Order of Supervision	
4	Enforcement agencies/ authorities	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Act CXXII of 2010 on the National Tax and Customs Administration 2. Act CXXV of 1995 on national security services	X	X	X	NW, CW, BW: 1. National Tax and Customs Administration 2. National security services	
5	Export control legislation in place	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention), Section 327 (Violation of International Economic Restrictions), Section 330 (Criminal Misuse of Dual-Use Items and Technology), Section 329 (Criminal Misuse of Military Items and Services)	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
					2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods				2. Act CXXII of 2010 on the National Tax and Customs Administration	
					3. Government Decree 365/2016 on the designation of the Government Office of the Capital City Budapest as authority acting in certain industrial and commercial matters, and on the regional metrology and technical safety authorities				3. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods	
					4. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings				4. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	
					NW: 1. Act CXVI of 1996 on Atomic Energy					
					2. Government Decree 144/2011 on the regulation of foreign trade in nuclear and nuclear dual-use goods					
6	Licensing provisions	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention), Section 327 (Violation of International Economic Restrictions), Section 329 (Criminal Misuse of	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?	National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				
	YES				YES				
	NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	Remarks
				2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods				Military Items and Services), Section 330 (Criminal Misuse of Dual-Use Items and Technology)	
				3. Government Decree 365/2016 on the designation of the Government Office of the Capital City Budapest as authority acting in certain industrial and commercial matters, and on the regional metrology and technical safety authorities				2. Act CXXII of 2010 on the National Tax and Customs Administration	
				4. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings				3. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods	
				5. Act CIX of 2005 on the licensing of the production and provision of military technology products and services				4. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	
				NW: 1. Act CXVI of 1996 on Atomic Energy					
				2. Government Decree 144/2011 on the regulation of foreign trade in nuclear and nuclear dual-use goods					

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
7	Individual licensing	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Government Decree 365/2016 on the designation of the Government Office of the Capital City Budapest as authority acting in certain industrial and commercial matters, and on the regional metrology and technical safety authorities 4. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings NW: 1. Act CXVI of 1996 on Atomic Energy	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention), Section 327 (Violation of International Economic Restrictions), Section 329 (Criminal Misuse of Military Items and Services), Section 330 (Criminal Misuse of Dual-Use Items and Technology) 2. Act CXXII of 2010 on the National Tax and Customs Administration 3. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 4. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
8	General licensing	X	X	X	2. Government Decree 144/2011 on the regulation of foreign trade in nuclear and nuclear dual-use goods NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Government 365/2016 on the designation of the Government Office of the Capital City Budapest as authority acting in certain industrial and commercial matters, and on the regional metrology and technical safety authorities 4. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention), Section 327 (Violation of International Economic Restrictions), Section 329 (Criminal Misuse of Military Items and Services), Section 330 (Criminal Misuse of Dual-Use Items and Technology) 2. Act CXXII of 2010 on the National Tax and Customs Administration 3. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 4. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
					NW: 1. Act CXVI of 1996 on Atomic Energy 2. Government Decree 144/2011 on the regulation of foreign trade in nuclear and nuclear dual-use goods					
9	Exceptions from licensing	X	X	X	NW: Government decree 144/2011. (VII. 27.) on the regulation of international transfer of nuclear and nuclear dual use items (Import and export controls of nuclear material and items) NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Government Decree 365/2016 on the designation of the Government Office of the Capital City Budapest as authority acting in certain	X	X	X	NW: Government decree 144/2011. (VII. 27.) on the regulation of international transfer of nuclear and nuclear dual use items (Import and export controls of nuclear material and items) NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
					industrial and commercial matters, and on the regional metrology and technical safety authorities					
					4. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings					
10	Licensing of deemed export/visa	X	X	X	NW: Government decree 144/2011. (VII. 27.) on the regulation of international transfer of nuclear and nuclear dual use items (Import and export controls of nuclear material and items) NW, CW, BW: 1. Council Joint Action 401/2000 of 22 June 2000 on the control of technical assistance related to certain military end-uses 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	X	X	X	NW: Government decree 144/2011. (VII. 27.) on the regulation of international transfer of nuclear and nuclear dual use items (Import and export controls of nuclear material and items) NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	Remarks
11	National licensing authority	X	X	X	NW: Government decree 144/2011. (VII. 27.) on the regulation of international transfer of nuclear and nuclear dual use items (Import and export controls of nuclear material and items) NW, CW, BW: 1. Government Decree 365/2016 on the designation of the Government Office of the Capital City Budapest as authority acting in certain industrial and commercial matters, and on the regional metrology and technical safety authorities 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	X	X	X	NW: Hungarian Atomic Energy Authority CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	
12	Interagency review for licenses		X	X	NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for		X	X	NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	Remarks
					control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings NW: Act CXVI of 1996 on Atomic Energy				exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	
13	Control lists	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	X	X		NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	
14	Updating of lists		X	X	NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for	X	X		NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
					control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items				exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	
					2. Directive 2009/43/EC of the European Parliament and of the Council of the European Union simplifying terms and conditions of transfers of defence-related products within the Community				2. Directive 2009/43/EC of the European Parliament and of the Council of the European Union simplifying terms and conditions of transfers of defence-related products within the Community	
									3. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	
15	Inclusion of technologies	X	X	X	NW: 1. Government decree 144/2011. (VII. 27.) on the regulation of international transfer of nuclear and nuclear dual use items NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention), Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention), Section 329 (Criminal Misuse of Military Items and Services), Section 330 (Criminal Misuse of Dual-Use Items and Technology)	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
16	Inclusion of means of delivery	X	X	X	NW: 1. Government decree 144/2011. (VII. 27.) on the regulation of international transfer of nuclear and nuclear dual use items NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention) Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention)	
17	End-user controls	X	X	X	NW: 1. Government decree 144/2011. (VII. 27.) on the regulation of international transfer of nuclear and nuclear dual use items NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention) Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention), Section 329 (Criminal Misuse of Military Items and Services), Section 330 (Criminal Misuse of Dual-Use Items and Technology)	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
					2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods					
					3. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings					
18	Catch all clause	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention) Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention)	
					2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods					
19	Intangible transfers	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention) Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention), Section 330 (Criminal Misuse of Dual-Use Items and Technology)	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?	National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.					Remarks
	YES				YES					
	NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document		

					2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods					
20	Transit control	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings 4. Act CXXII of 2010 on the National Tax and Customs Administration	
21	Trans-shipment control	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
					3. Union Customs Code				related activity and certification of undertakings	
					4. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings				4. Union Customs Code	
									5. Act CXXII of 2010 on the National Tax and Customs Administration	
22	Re-export control	X	X	X	NW: 1. Government decree 144/2011. (VII. 27.) on the regulation of international transfer of nuclear and nuclear dual use items NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Union Customs Code 4. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings	X	X	X	NW: 1. Government decree 144/2011. (VII. 27.) on the regulation of international transfer of nuclear and nuclear dual use items NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods 3. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings 4. Union Customs Code 5. Act CXXII of 2010 on the National Tax and Customs Administration	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	Remarks
23	Control of providing funds									1. Regulation 1889/2005 of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on controls of cash entering or leaving the Community 2. Act XLVIII. of 2007 on the implementation of Regulation 1889/2005 of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on controls of cash entering or leaving the Community 3. Act CXXII of 2010 on the National Tax and Customs Administration
24	Control of providing transport services									
25	Control of importation	X	X	X	NW: 1. Act CXVI of 1996 on atomic energy (licensing of nuclear exports and imports prior to undertaking of such activities) 2. Government decree 144/2011. (VII. 27.) on the regulation of international transfer of nuclear and nuclear dual use items NW, CW, BW: 1. Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a	X	X	X	NW, CW, BW: 1. Penal Code (Act C of 2012) Section 155 (Use of Weapons Prohibited by International Convention), Section 326 (Crimes with Weapons Prohibited by International Convention), Section 329 (Criminal Misuse of Military Items and Services), Section 330 (Criminal Misuse of Dual-Use Items and Technology) 2. Act CXXII of 2010 on the National Tax and Customs Administration	

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of NW, CW, BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework				Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.				Remarks
		YES				YES				
		NW	CW	BW	If YES, source document	NW	CW	BW	If YES, source document	
					Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items					
					2. Government Decree 13/2011 on the licensing of foreign trade in dual-use goods					
					4. Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings					
26	Extraterritorial applicability	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 3–4 (Territorial and Personal Effect)	X	X	X	NW, CW, BW: Penal Code (Act C of 2012) Section 3–4 (Territorial and Personal Effect)	
27	Other									

OP 6, 7 and 8 (d) — Control lists, Assistance, Information**State:
Date****Hungary
(date)***Can information be provided on the following issues? Yes**Remarks*

1	Control lists — items (goods/equipment/materials/ technologies)	X	<i>Council Regulation (EC) 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items</i> <i>Government Decree 156/2017 on detailed rules of licensing defence-related activity and certification of undertakings</i>
2	Control lists — other	X	Use of Catch-all, no list
3	Assistance offered	X	Legal, Licensing, safeguards, security expertise
4	Assistance requested		
5	Point of Contact for assistance	X	Ministry of Foreign Trade and Affairs, Government Office of the Capital City Budapest, Hungarian Atomic Energy Agency
6	Assistance in place (bilateral/multilateral)		
7	Work with and inform industry	X	Government Office of the Capital City Budapest, Hungarian Atomic Energy Agency
8	Work with and inform the public	X	Government Office of the Capital City Budapest, Hungarian Atomic Energy Agency
9	Point of Contact	X	Ministry of Foreign Trade and Affairs, Government Office of the Capital City Budapest, Hungarian Atomic Energy Agency
10	Other ⁴		

⁴ Information may include references to voluntary implementation national action plan and visits to States, at their invitation, by the 1540 Committee.